

**RAPPORT
ANNUEL
2025**



**ACTING
FOR LIFE**



SOM- MAIRE



©AFL

Barrage de Sinématiali, Côte d'Ivoire

RAPPORT MORAL	4
PRÉSENTATION	6
LOCALISATION DE L'AIDE	10
DOSSIER SYSTÈMES	16
ALIMENTAIRES ET ÉCOSYSTÈMES	
DOSSIER FORMATION ET	21
INSERTION PROFESSIONNELLE	
DOSSIER AGROPASTORALISME	29
PARTENAIRES INSTITUTIONNELS ET	32
PARTENAIRES FINANCIERS PRIVÉS	
RAPPORT FINANCIER	34
ORGANIGRAMME ET GOUVERNANCE	36
PUBLICATIONS	38
LISTE DES PROJETS	40
LISTE DES PARTENAIRES	43

CONTINUER D'AGIR DANS UN MONDE EN MUTATION

Les années se suivent et malheureusement se ressemblent. Mais au-delà des crises conjoncturelles auxquelles nous étions habitués, nous assistons aujourd'hui à une transformation plus profonde du paysage de la solidarité internationale. Le secteur de l'aide au développement traverse une période de fortes turbulences, marquée par des tensions géopolitiques croissantes, des arbitrages budgétaires défavorables, une redéfinition des priorités publiques et une remise en cause du rôle même des organisations de solidarité internationale.

Pour les organisations comme Acting for Life, cette situation crée une double tension. D'une part, les besoins des territoires n'ont jamais été aussi importants : effets du changement climatique sur les systèmes de production, insécurité alimentaire, tensions sécuritaires, manque de perspectives pour les jeunes ou encore fragilisation de la cohésion sociale. D'autre part, les ressources disponibles pour accompagner ces territoires deviennent plus difficiles à mobiliser.

À cette situation globale est venue s'ajouter pour AFL une étape importante de son propre cycle institutionnel, marquée en 2025 par l'achèvement de plusieurs projets structurants. Face à ces vents contraires, nos équipes ont fait preuve d'une remarquable capacité d'adaptation et d'engagement. Un effort considérable a été réalisé pour répondre aux appels à projets, développer de nouvelles opportunités de financement. Ainsi, ce sont quasiment deux appels à projets par mois qui ont été déposés en 2025. Cet engagement allié à la reconnaissance de notre expertise ont permis d'obtenir plusieurs financements et de poursuivre nos actions au bénéfice des territoires fragilisés. Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), l'Agence française de développement (AFD), et l'Union européenne nous ont à nouveau accordé leur confiance pour un montant global de 16,8 millions d'euros. À ce soutien des bailleurs publics, il convient également de mentionner le soutien des partenaires financiers privés tels que la Fondation GIRAFE qui nous permettent de poursuivre nos actions au Mali et bien évidemment de nos partenaires historiques que sont Air France, Aéroport de Paris, la

Communauté d'agglomération Roissy Pays de France (CARPF) et SERVAIR.

D'un point de vue organisationnel, l'année 2025 a été marquée par une réorganisation interne des équipes : la nomination d'un directeur des opérations en lieu et place d'un directeur, la nomination de co-responsables de pôles parmi les équipes en place et la priorisation des thématiques sur les géographies marquant une organisation structurée autour de 3 pôles. Acting for Life a également poursuivi une démarche de diversification de son modèle et ses modalités d'intervention, en renforçant un volet de vente de « prestation intellectuelle », qui reste néanmoins très accessoire et n'a pas à s'accroître significativement. Ainsi, malgré les turbulences, nous poursuivons ce pour quoi AFL a été créée il y a maintenant plus de 50 ans.

Cette période de remise en question de l'aide internationale a également remis au premier plan un débat essentiel : celui de la localisation de l'aide. Depuis plusieurs années, les acteurs du développement appellent à une transformation profonde des pratiques afin de renforcer la place des organisations locales dans les mécanismes de décision, de financement et de mise en œuvre des projets. Pour Acting for Life, cette orientation n'est pas une évolution récente ni une adaptation opportuniste aux nouvelles tendances du secteur ; elle est inscrite depuis toujours au cœur de notre identité et de notre modèle d'intervention. Notre action repose sur une conviction forte : les organisations de la société civile présentes sur les territoires disposent d'une compréhension irremplaçable des enjeux locaux, des équilibres sociaux et des trajectoires de développement possibles. La période demeure complexe et les perspectives restent incertaines. Mais loin de nous affaiblir, cette situation renforce notre détermination. Elle nous oblige à défendre avec encore plus de force les principes qui nous guident, la solidarité, le partenariat et la justice sociale.

Jean Cyril Spinetta
Président





3 DOMAINES D'INTERVENTION

SYSTÈMES
ALIMENTAIRES
ET ÉCOSYSTÈMES



FORMATION
ET INSERTION
PROFESSIONNELLE



AGROPASTORALISME



+50
ANS D'EXISTENCE

40
PARTENAIRES LOCAUX
de la société civile locale :
groupements de producteurs,
coopératives, organisations non
gouvernementales, centres
de formation, collectivités
territoriales et locales

21
ADMINISTRATEURS-RICES

26
SALARIÉ·E·S

22
PROJETS EN COURS EN 2025

5
**NOUVEAUX
PROJETS EN 2025**

9.9 MILLIONS
DE BÉNÉFICIAIRES

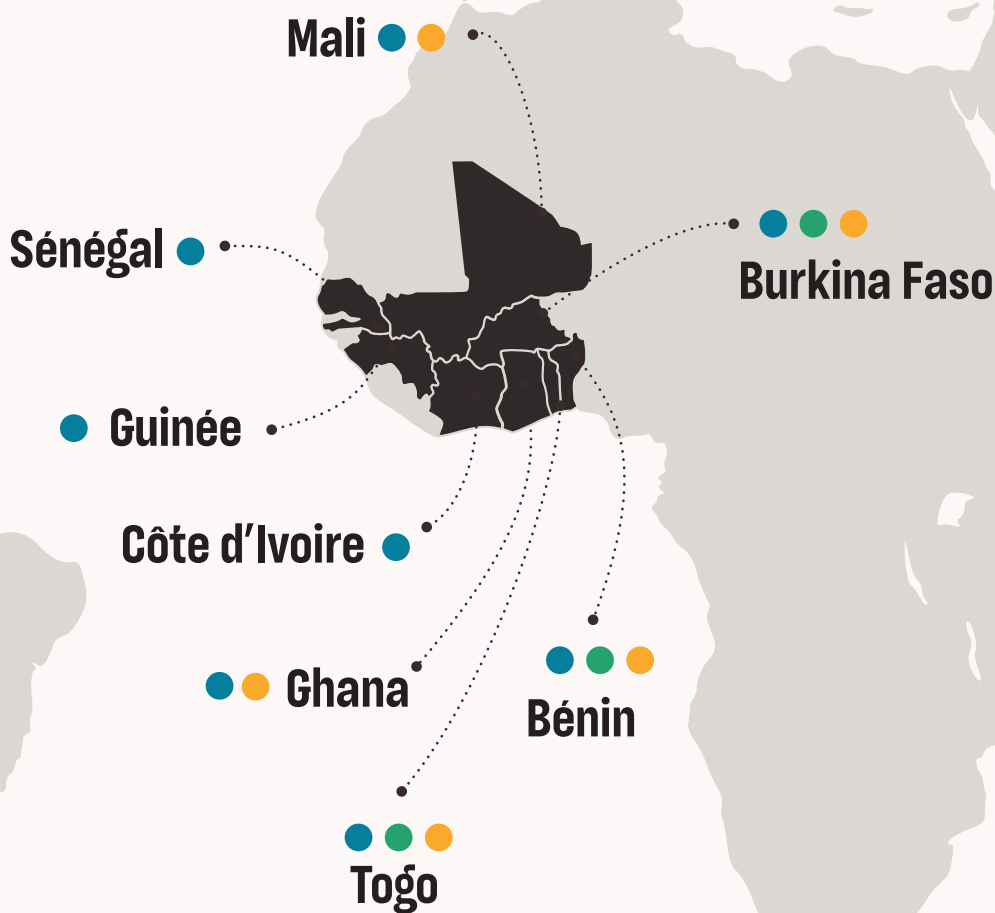
9.1 MILLIONS €
BUDGET ANNUEL

11
PAYS SUR DEUX CONTINENTS
Afrique de l'Ouest
et Amérique latine

Réalisation : Acting for Life,
juin 2025.



22 PROJETS DANS 11 PAYS



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Acting for Life élabore ses projets en prenant en compte les Objectifs de développement durable définis par l'Organisation des Nations unies.

POUR UN DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL INCLUSIF AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Créée il y a plus de 50 ans, Acting for Life est une organisation non gouvernementale (ONG) française de solidarité internationale apolitique et non confessionnelle.

Elle a pour objectif de lutter contre la pauvreté grâce à l'émergence d'organisations locales répondant aux défis de l'exclusion et du changement climatique en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine.

RÉPONDRE AUX ENJEUX DES TERRITOIRES RURAUX DANS NOS PAYS D'INTERVENTION

Le changement climatique et la perte de la biodiversité sont des enjeux majeurs pour tous les pays, et en particulier pour ceux les moins développés. Ces défis augmentent la fragilité des communautés les plus exposées et amoindrissent leurs capacités à valoriser les richesses liées à la biodiversité locale. Acting for Life (AFL) a développé des savoir-faire et des partenariats dans trois domaines d'intervention qui contribuent à lutter contre la vulnérabilité économique et sociale tout en contribuant à la transition écologique.

TROIS AXES D'INTERVENTION

1 Améliorer la souveraineté alimentaire par un appui à la gestion durable des ressources naturelles

Face à l'urgence climatique et l'ampleur de la malnutrition, Acting for Life met en œuvre des solutions fondées sur la nature pour la préservation, la restauration et la gestion durable des écosystèmes et accompagne ainsi la transition des systèmes alimentaires (modèle agroécologique, circuits courts, consommer local) pour renforcer la sécurité alimentaire.

2 Favoriser la formation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Face au défi de l'employabilité des jeunes, Acting for Life déploie des projets FIP – *Formation et Insertion Professionnelle* – pour faciliter l'accès à la formation professionnelle des jeunes ruraux, renforcer les compétences des formateurs, favoriser la reconnaissance des qualifications professionnelles auprès des acteurs institutionnels, afin d'encourager leur insertion sur le marché de l'emploi.

3 Développer la filière agropastorale

La filière bétail est une source essentielle de revenus et d'emplois en Afrique de l'Ouest. La mobilité du bétail permet de lutter contre la dégradation de l'environnement et de promouvoir l'écoagriculture familiale. AFL favorise donc la transhumance transfrontalière par un meilleur accès aux aménagements agropastoraux et à la commercialisation du bétail, afin de renforcer la cohésion sociale dans les territoires entre les différentes communautés et acteurs.

À travers ces trois domaines d'intervention, Acting for Life lutte concrètement contre la pauvreté et l'exclusion et contribue à répondre aux enjeux du changement climatique.

Depuis 1973, la raison d'être d'Acting for Life est de soutenir les organisations basées dans ses pays d'intervention, afin qu'elles soient pleinement opérationnelles, dans le respect du principe de subsidiarité.

+50 ANS D'ACTION



1981

Le G.A.R.D France devient le Groupe d'Aide aux Réalisations pour le Développement.



1992

Le G.A.R.D devient le Groupe Développement.

2002

Groupe Développement est reconnue d'utilité publique.

1973

Prenant conscience des difficultés économiques et sociales affectant les pays du Sud, des personnels du transport aérien s'associent à des dirigeants d'entreprises et fondent le G.A.R.D (Groupe d'Aide aux Réfugiés et personnes Déplacées) une organisation française de solidarité internationale, apolitique et non confessionnelle centrée sur le développement économique des populations vulnérables.

1991

Le G.A.R.D organise, en collaboration avec UTA et le G.A.R.D Belgique, le voyage et l'hébergement des 150 participants de la Convention de Cotonou. À travers ce soutien logistique, l'organisation participe au processus de renforcement des organisations non gouvernementales.

1994

À la demande d'ECPAT International (End Child Prostitution and Trafficking), regroupant 90 organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées, Groupe Développement intègre un nouvel objet social : la lutte contre les abus sexuels et les violences contre les enfants.

2009

Pour une reconnaissance internationale, Groupe Développement devient Acting for Life : *La vie, pas la survie*.



2011

Acting for Life se recentre sur ses projets de développement économique territorial et transfère à ECPAT France ses actions de protection de l'enfance.

2015

Acting for Life s'engage dans la réalisation d'objectifs clés de développement durable et mène une réflexion stratégique pour redéfinir son cadre d'intervention en faveur de la transition écologique ; notamment en développant des projets d'adaptation aux changements climatiques basés sur les écosystèmes (approche AbE) qui intègrent les différentes composantes, sociale, économique et environnementale du développement économique.



Équipes d'Acting for Life, Septembre 2025

2025

53 ans après la création de l'association, les équipes d'Acting for Life continuent de poursuivre la même ambition : construire dans la durée, pour et avec les populations locales, les moyens d'une vie digne.





LA LOCALISATION DE L'AIDE AU CŒUR DES ENJEUX DE L'AIDE INTERNATIONALE

La localisation de l'aide s'inscrit dans une réflexion plus large questionnant d'une part, les changements à apporter dans les modes de financement du développement et, d'autre part, la volonté de porter et de faire porter les actions d'urgence et de développement par les acteurs et les actrices du terrain. Les crises sécuritaires et sanitaires de ces derniers mois et années, en complexifiant les possibilités de déploiement pour les ONG internationales, n'ont fait qu'accentuer ce besoin de localisation de l'aide au développement.

Acting For Life applique ce principe de localisation de l'aide au niveau de trois temps stratégiques propres à tout projet humanitaire et de développement.

1

LA LOCALISATION DE L'AIDE S'APPLIQUE DÈS LE MONTAGE DU PROJET

À travers l'implication des organisations de la société civile (OSC) locales dans le consortium de mise en œuvre de l'intervention. Acting for Life (AFL) applique ici un principe simple visant à faire que « les actions menées sur les territoires doivent relever d'organisations locales appartenant à ces territoires ». Sur cette base, en 2025, AFL a mis en œuvre 22 projets avec 40 partenaires locaux. À ce niveau la localisation de l'aide présente de nombreux avantages :

- Elle permet une connaissance fine des logiques des acteurs et des enjeux des territoires.
- Elle autorise des capacités d'intervention rapide.
- Elle renforce les OSC locales dans leurs capacités à rendre des services aux populations.

LA LOCALISATION DE L'AIDE EST AU CENTRE DES DISPOSITIFS DE COLLECTE ET D'ANALYSE DES DONNÉES

2

La localisation de l'aide permet d'assurer les veilles et de déclencher les alertes. AFL accompagne la mise en place de dispositifs d'Analyse, de Veille, d'Alerte et d'Intervention Localisé (AVAIL). Dans le cadre de ce dispositif AVAIL, ce sont les partenaires locaux qui collectent, ordonnent et analysent les différentes données sur leurs territoires respectifs. Ils publient même en leur nom des notes d'analyses semestrielles telles que les Notes d'Analyses Territoriales Agropastorales (NATA).

3

ENFIN, LA LOCALISATION DE L'AIDE EST AU CŒUR DES CAPACITÉS DE RÉACTION AUX SITUATIONS D'ALERTE DÉTERMINÉES PAR LES SYSTÈMES DE VEILLE

La question de localisation de l'aide se pose également sur les capacités d'anticipation ou de réponses aux crises. Dans le cadre des dispositifs AVAIL des Fonds d'Intervention Localisé (FIL) sont mis en place. Ces fonds sont décaissés suite à un relevé de décision concerté pris par un Comité de Pilotage Territorial (CPT) composé a minima d'un représentant des trois grandes catégories d'acteurs au niveau des territoires, à savoir les services déconcentrés de l'Etat, les collectivités territoriales et les OSC.



FINALEMENT,

En localisant l'aide et les dispositifs AVAIL, les interventions d'AFL visent à atteindre cette « co-délivrance » de services publics, que Jean-Pierre Olivier de Sardan nomme dans son dernier ouvrage « Une gouvernance hybride », entre OSC/collectivités territoriales et services et représentants de l'Etat. Il s'agira de reprendre la notion de coproduction d'Ostrom qualifiée comme étant le processus à travers lequel les actions nécessaires pour produire un bien ou un service sont menées par des individus qui n'appartiennent pas à la même organisation.

LES TEMPS FORTS

Février

Le 12 février 2025, Acting for Life et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) organisent une journée d'échanges et de réflexions sur le programme TERSAA, réunissant des acteurs engagés autour des transitions des systèmes agroalimentaires en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Les échanges mettent en lumière les enjeux des transitions agricoles et alimentaires durables sur les territoires, la mise à l'échelle des modèles de commercialisation des produits de qualité et la construction d'alliances économiques territoriales. Dans un contexte en pleine mutation, les restitutions et contributions de chacun témoignent d'une volonté forte de co-construire des solutions adaptées aux réalités locales !



Cédric TOUQUET est nommé Directeur des Opérations d'Acting for Life et a pris ses fonctions le 10 février 2025.

Mars

Le 13 mars 2025 se déroule le 2ème forum national des ACUS et des territoires de vie sur la conservation sous-nationale du patrimoine naturel et culturel en Équateur. Les aires de conservation et d'utilisation durable (ACUS) et les territoires de vie sont essentiels pour protéger la biodiversité et la culture en Équateur. Les gouvernements locaux jouent un rôle clé dans leur gestion pour une conservation efficace des écosystèmes et la promotion d'une utilisation durable des ressources naturelles. Ce forum est l'occasion de partager nos expériences et surtout de renforcer notre engagement en faveur de la conservation en Équateur.

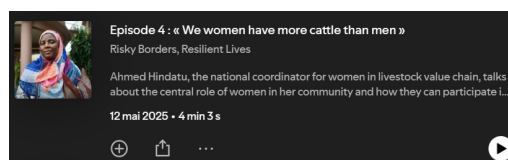


Du 24 au 27 mars 2025, Acting for Life participe à un atelier régional à Accra (Ghana) consacré au commerce transfrontalier du bétail et aux défis politiques liés à la transhumance entre le Ghana et ses pays voisins. Organisé par le Ghana Cattle Ranching and Transhumance Committee, en collaboration avec Acting for Life et ses partenaires Changing Lives in Innovative Partnership (CLIP), Réseau de communication sur le Pastoralisme (Recopa) et le RBM, cet événement rassemble une grande diversité d'acteurs : ministères sectoriels, autorités traditionnelles, organisations de producteurs, organisations de la société civile (OSC), partenaires techniques et financiers, parlementaires et représentants de la sécurité nationale.



Mai

"Risky borders, Resilient Lives" - Une histoire de frontières risquées et d'éleveurs solitaires : le premier podcast d'Acting for Life nous plonge au Ghana, à la rencontre de différentes générations d'éleveurs et d'agriculteurs qui parlent de leur vie quotidienne et de leur lutte pour promouvoir la paix. Le Ghana est l'un des derniers pays côtiers d'Afrique de l'Ouest à garder ses frontières ouvertes à la mobilité du bétail, devenant ainsi un refuge pour les éleveurs en quête de pâturages et de sécurité face à l'insécurité grandissante au Sahel. Conflits, changement climatique, extrémisme violent... Les enjeux sont importants et l'avenir incertain ! Ce podcast est réalisé par Sophie Douce, et financé par le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth.



DE L'ANNÉE 2025

Juin

Le 17 juin 2025, Acting for Life tient son assemblée générale annuelle en présence de l'équipe opérationnelle, des membres du conseil d'administration et d'invités. Ce moment important de notre vie associative permet de revenir sur les grands résultats de l'année écoulée, de partager nos projets en cours et d'échanger sur les perspectives stratégiques pour les années à venir.

Le 25 juin, Acting for Life et ses partenaires du Mali, du Togo et du Bénin organisent un colloque sur l'avenir de l'écoconstruction au Centre Culturel de Rencontre International John Smith à Ouidah au Bénin. Animé par Delphine Bousquet, l'événement rassemble des acteurs clés du secteur : architectes, entrepreneurs, artisans, cadres de ministères, centres de formation... Tous engagés en faveur des matériaux locaux ! Ce colloque marque une étape importante pour renforcer les synergies régionales et encourager des collaborations concrètes et fructueuses entre experts pour un futur de la construction plus résilient au Bénin et dans la sous-région.



Septembre

À l'occasion de la sortie de son premier webreportage, réalisé avec Marie Hur, Acting for Life donne la parole aux acteurs du terrain : éleveurs, collectivités locales et chercheurs partagent leurs témoignages pour mieux comprendre les enjeux de la filière agropastorale en Afrique. Ce projet s'appuie notamment sur les échanges issus du Colloque International sur l'(Agro) pastoralisme en Afrique, organisé en novembre 2024 à Saly, au Sénégal.

Octobre

Les 7, 8 et 9 octobre 2025, les équipes d'Acting for Life, les partenaires ETD, GEVAPAF, GIC, ainsi que de nombreux acteurs institutionnels, partagent leurs expériences et les enseignements tirés de la première

phase du programme TERSAA lors du lancement du TERSAA II au Togo. Les discussions portent sur les enjeux de la transition agroécologique, la valorisation des produits locaux, et la structuration des filières agricoles durables. Ces actions visent à favoriser la souveraineté alimentaire, soutenir les économies rurales et encourager la durabilité des systèmes agricoles et alimentaires en Afrique de l'Ouest et en Amérique Latine.

Un moment clé pour impulser une nouvelle dynamique collective au service des territoires ruraux.



Novembre

Du 31 octobre au 2 novembre 2025 à Lomé, Acting for Life et ses partenaires ouest-africains lancent le projet ACTIF – Appui aux Communautés Transfrontalières vulnérabilisées par l'Insécurité et la Fragilité.

Le projet ACTIF accompagne les acteurs locaux de ces zones sensibles pour : renforcer la résilience économique et sociale des populations rurales ; apaiser les tensions intercommunautaires liées à la mobilité du bétail et garantir un accès équitable et durable aux ressources naturelles partagées.

Décembre

Du 9 au 12 décembre se tient l'atelier de lancement du projet PRECOCE financé par l'Union européenne. Ce projet de 18 mois a pour objectif de prévenir les tensions intercommunautaires liées à la mobilité du bétail dans les espaces transfrontaliers stratégiques en renforçant la confiance, le dialogue et la coopération entre les populations.



2094. C'est la date à laquelle l'égalité entre les femmes et les hommes sera atteinte en Afrique si rien ne change. Ce chiffre, avancé par la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique en 2024, dit tout de l'urgence d'agir. Pendant longtemps, nous avons cru pouvoir faire du développement sans se demander si les femmes et les hommes vivaient le même projet. On sait aujourd'hui que cette erreur coûte cher : en efficacité, en durabilité, en impact humain. Le genre n'est pas une case à cocher, c'est la condition d'un développement qui tient.

Un projet agricole dont les bénéfices reviennent principalement aux hommes parce que ce sont eux qui contrôlent les terres et les revenus. Un programme de formation professionnelle qui double les inscriptions, mais où les femmes abandonnent en cours de route faute de garde d'enfants. Une infrastructure de marché rénovée dont les horaires ignorent les contraintes domestiques des commerçantes. Dans chacun de ces cas, le projet n'a pas échoué au sens technique, et pourtant il a manqué l'essentiel.

Les inégalités de genre ne constituent pas un problème parmi d'autres : elles traversent chaque secteur du développement, chaque territoire, chaque étape du cycle de projet. En Afrique de l'Ouest comme en Amérique latine, elles se logent dans l'accès à la terre, au crédit, à l'éducation, à l'emploi. En Amérique latine, le taux de participation des femmes au marché du travail atteignait 52 % en 2024, contre 74 % pour les hommes, selon l'OIT. En Afrique de l'Ouest, malgré des réformes juridiques progressives, les femmes restent confrontées à des contraintes systémiques qui limitent leur autonomie économique et leur capacité à peser dans les décisions qui affectent leur vie.

En 2025, ONU Femmes tire la sonnette d'alarme : si les tendances actuelles se maintiennent, 351 millions de femmes et de filles vivront encore dans l'extrême pauvreté en 2030.

Dans les systèmes agroalimentaires, les inégalités génèrent un écart de productivité de 24 % entre exploitations gérées par des femmes et par des hommes à superficie égale. Comblar cet écart permettrait d'augmenter le PIB mondial d'environ 1 000 milliards de dollars et de sortir 45 millions de personnes de l'insécurité alimentaire. Ce que coûte l'inaction ne laisse aucun doute.

Ces statistiques trouvent leur résonance la plus vive dans les témoignages de terrain. Au Togo et au Bénin, des jeunes femmes formées à la maçonnerie dans le cadre du projet MADE racontent leur quotidien. Elles parlent des chantiers qu'on ne leur propose pas, des patrons qui disparaissent au moment de payer, du harcèlement à affronter

seules dans le secteur informel. Elles parlent aussi des enfants à garder, des grossesses qui interrompent leur activité pendant plusieurs mois, des kilomètres à parcourir quand les hommes, plus nombreux, peuvent se cotiser pour loger sur place. Et pourtant, elles restent. « En général il faut prouver. Ils refusent puis ils changent d'avis », résume l'une d'elles. Celles qui travaillent au sein d'entreprises formelles, avec un cadre de protection clairement défini, décrivent une expérience radicalement différente : moins de harcèlement, plus de reconnaissance, de vraies perspectives. La leçon est précieuse : les inégalités ne sont pas une fatalité. Elles répondent à des structures et ces structures peuvent changer.

Intégrer le genre dans un projet ne revient pas à « faire un volet femmes » en marge de l'intervention principale. C'est transformer la façon de lire un territoire, de concevoir des activités, de mesurer les résultats. C'est poser la question à chaque étape : qui bénéficie de ce projet ? Qui en est exclu ? Et comment y remédier ?

La FAO a montré que les projets qui visent activement l'autonomisation des femmes produisent des résultats bien supérieurs à ceux qui adoptent

une approche neutre. La Banque mondiale en a fait une condition explicite de sa stratégie 2024-2030. **Un projet qui ignore les inégalités de genre sous-performe, même lorsque ses résultats techniques semblent satisfaisants.**

Acting for Life s'inscrit dans cette dynamique avec méthode. En mars 2025, une formation de cinq jours a réuni les équipes du projet PROACT, déployé au Sénégal et en Guinée. Point de départ : la moitié des participants déclaraient ne pas savoir ce que recouvrait réellement « l'approche genre ». Cinq jours plus tard, chacun repartait

avec une feuille de route concrète : impliquer les femmes dans la gouvernance des services vétérinaires, mieux répartir l'accès aux infrastructures de marché, collecter des données désagrégées par sexe. Autant de pas concrets sur un chemin qui ne s'improvise pas.

Les crises à venir : climatiques, alimentaires et sécuritaires, frapperont plus durement là où les inégalités sont les plus fortes. Le genre n'est pas un enjeu sectoriel que l'on traite dans un compartiment séparé du développement, c'est la condition qui détermine si les interventions atteindront ou non ceux et celles qui en ont le plus besoin. **Maintenir le cap, dans un contexte international où les financements se réduisent et où les acquis sont fragilisés, sera l'un des enjeux les plus déterminants du développement de cette décennie.**

ENJEU TRANSVERSAL S LE DÉVELOPPEMENT

L'approche genre consiste à analyser comment les inégalités entre femmes et hommes influencent l'accès aux ressources, aux droits et aux décisions et à en tenir compte à chaque étape d'un projet.

Intégrer le genre dans les projets de développement n'est donc pas une option. Une approche qui ignore les rapports de pouvoir entre femmes et hommes risque de reproduire les inégalités existantes, voire de les renforcer et passer à côté de la moitié des dynamiques sociales dans lesquelles elle intervient. À l'inverse, une approche transversale renforce la pertinence des interventions et leur impact à long terme, ce que les cadres de référence des principaux bailleurs internationaux reconnaissent désormais explicitement.

C'est dans cet esprit qu'Acting for Life s'engage.

Dans nos zones d'intervention, nous savons que le développement ne peut être durable que s'il tient compte des réalités différenciées des femmes et des hommes, des filles et des garçons. Pour autant, nous ne prétendons pas que c'est simple. **Dans des secteurs comme l'agropastoralisme ou la construction, traditionnellement dominés par les hommes, associer les femmes aux prises de décision, les intégrer dans les formations techniques et les représenter dans les espaces de gouvernance restent un défi quotidien. C'est précisément parce que c'est difficile que nous considérons qu'il faut s'y atteler, conjointement avec nos partenaires sur le terrain, avec méthode et que nous nous engageons à faire évoluer les pratiques.**



Groupe de femmes ayant participé à l'empierrement du barrage de Sinématiali en 2025, dans le cadre du projet APAC et de la mise en oeuvre des activités THIMO (Travaux à Haute Intensité de Main d'Oeuvre). Sinématiali, Côte d'Ivoire



SYSTÈMES ALIMENTAIRES & ÉCOSYSTÈMES

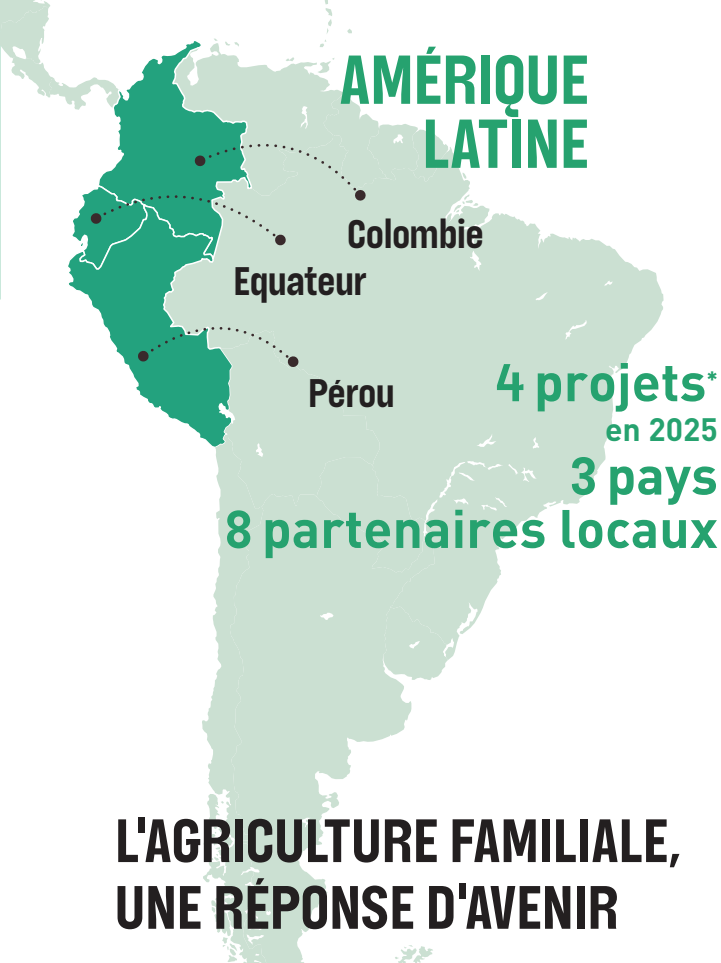
Préserver les écosystèmes et accompagner la transition des systèmes alimentaires pour renforcer les territoires

Acting for Life accompagne les populations rurales et leurs organisations en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine, afin qu'elles puissent accéder aux ressources naturelles, humaines, matérielles et financières de leur territoire, les gérer durablement, et ainsi favoriser un développement économique inclusif.



10 296 545€

Budget total pluriannuel



L'AGRICULTURE FAMILIALE, UNE RÉPONSE D'AVENIR

Aggravée par les conflits et le changement climatique, l'insécurité alimentaire touche 66,4 % des personnes en Afrique de l'Ouest et 40,9 % en Amérique du Sud¹.

Acting for Life soutient des systèmes agricoles durables, territorialisés et rémunérateurs, en lien avec la préservation des écosystèmes. Ces modèles renforcent la résilience des populations rurales. À l'heure où les systèmes agro-industriels montrent leurs limites, l'agriculture familiale, qui fournit 80 % des denrées mondiales², apparaît comme une solution d'avenir, à la fois pour la souveraineté alimentaire, la lutte contre le changement climatique et le développement socio-économique local.

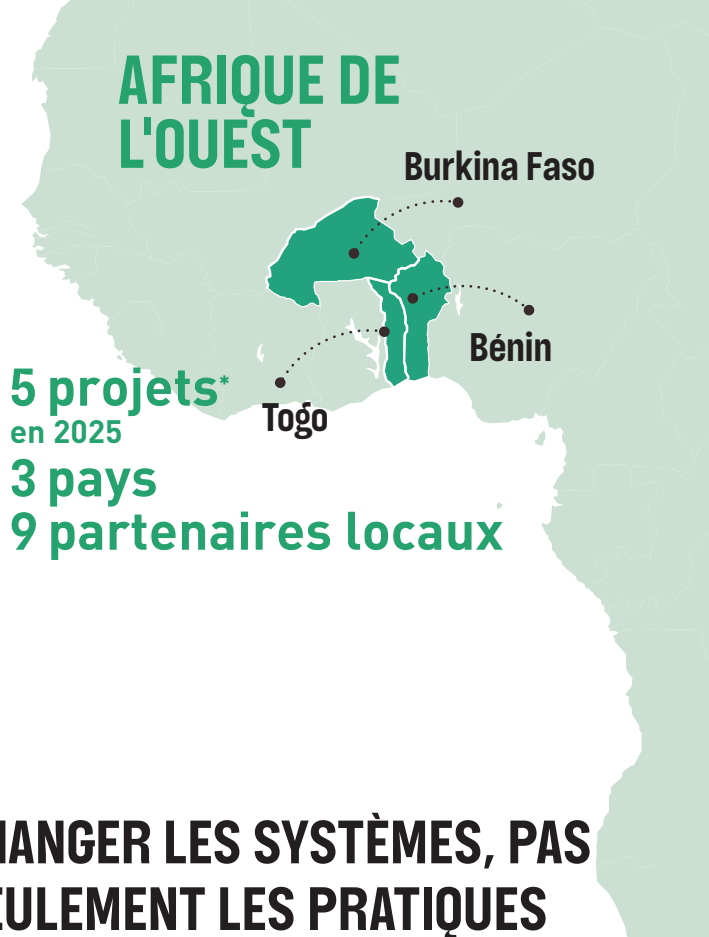
AFL soutient l'agriculture familiale et promeut des solutions fondées sur la nature à travers son pôle *Systèmes Alimentaires et Écosystèmes*.



*dont projets multi-thématiques

¹ Panorama regional de la seguridad alimentaria y nutricional en América latina y Caribe (FAO 2002) et Aperçu regional de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Afrique (FAO 2023). Il s'agit du pourcentage de personnes considérées en insécurité alimentaire modérée et grave.

² L'ONU lance la décennie d'action pour l'agriculture familiale qui produit 80% de la Nourriture Mondiale – ONU Info, mai 2019



CHANGER LES SYSTÈMES, PAS SEULEMENT LES PRATIQUES

Pour répondre à ces enjeux, le pôle Systèmes Alimentaires et Écosystèmes intervient en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest en se fixant les priorités suivantes :

- Préserver et restaurer les services écosystémiques en favorisant une meilleure connectivité écologique, institutionnelle et sociale
- Mobiliser les acteurs en faveur de systèmes agricoles et alimentaires territorialisés et pour une gestion durable des ressources naturelles
- Développer des pratiques et infrastructures agroécologiques en faveur de systèmes agricoles et alimentaires durables
- Consolider des stratégies de distribution et de commercialisation solidaires (ESS) en faveur de systèmes agricoles et alimentaires rémunérateurs
- Favoriser des interconnexions transfrontalières pour une meilleure gestion des territoires et en faveur de la cohésion sociale.

L'EAU, AU CŒUR DES ÉQUILIBRES TERRITORIAUX

Sara Teillard, co-responsable du pôle SAE - Amérique Latine



La dégradation des écosystèmes constitue aujourd'hui un enjeu environnemental, social et économique majeur. Agriculture intensive, activités minières, urbanisation non planifiée et surexploitation des ressources naturelles accélèrent la déforestation, l'épuisement des sols et la contamination des ressources en eau.

Ces pressions fragilisent durablement les équilibres écologiques et rendent les territoires plus vulnérables aux effets du changement climatique. Or, selon l'Organisation météorologique mondiale, **la probabilité que la température moyenne mondiale dépasse +1,5°C sur la période 2025-2029 atteint désormais 70 %**, illustrant l'accélération du dérèglement climatique. Ces évolutions menacent directement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Longtemps considérée comme une ressource inépuisable, l'eau est aujourd'hui devenue l'un des marqueurs les plus visibles des déséquilibres environnementaux contemporains. Ressource vitale pour la consommation humaine comme pour les activités économiques, l'eau est au cœur des enjeux de santé publique, de sécurité alimentaire, de stabilité territoriale et de résilience climatique. Sa préservation conditionne la durabilité des systèmes de production ainsi que l'efficacité des actions menées par le pôle Systèmes Alimentaires et Ecosystèmes (SAE) au sein d'Acting for Life.

C'est autour de cette conviction qu'Acting for Life déploie une **approche territoriale intégrée** articulée autour de trois notions complémentaires : **les bassins versants**, qui structurent les dynamiques hydrologiques ; **les bassins alimentaires**, qui relient production, consommation et accès aux ressources ; et **les couloirs écologiques**, qui assurent la continuité entre les espaces naturels mais aussi entre les acteurs, les institutions et les territoires.

Sur le terrain, cette approche se traduit par un accompagnement des communautés locales dans le renforcement des systèmes communau-

taires de gestion de l'eau et dans la préservation des écosystèmes liés à cette ressource. Une attention particulière est portée à la reconnaissance du rôle des femmes dans la protection des ressources hydriques et dans les instances locales de gouvernance de l'eau. Souvent en première ligne dans la gestion quotidienne de l'eau au sein des foyers et des communautés, elles jouent également un rôle essentiel dans la transmission des savoirs, la préservation des sources et la mobilisation collective autour de la gestion durable des ressources.

Le pôle SAE encourage également le développement de pratiques agricoles durables et une gestion responsable de l'eau et des sols, afin de limiter les impacts environnementaux des activités économiques. Les programmes soutiennent notamment la transition agroécologique d'agriculteurs et d'éleveurs situés dans des zones soumises à une forte pression sur la ressource en eau.

Au-delà des actions de terrain, l'enjeu est aussi de renforcer les capacités des acteurs territoriaux (communautés, institutions publiques et acteurs privés) afin d'améliorer la concertation à l'échelle des bassins versants et de favoriser une planification territoriale intégrée. Cette ap-

proche vise à articuler préservation des écosystèmes, gestion durable des ressources naturelles et développement économique local. **Car préserver l'eau aujourd'hui, c'est aussi penser les équilibres économiques, sociaux et environnementaux de demain.**

"L'eau, ressource vitale, est au cœur des enjeux de santé publique, de sécurité alimentaire, de stabilité territoriale et de résilience climatique"





Marcos JIMÉNEZ,
Coordinateur général,
Fondation Altopico, Equateur.

Quels sont les principaux défis sur votre territoire ?

La gestion de l'eau n'est plus seulement un défi technique ; c'est un combat pour une vie digne. Ces dernières années, la problématique du changement climatique est devenue plus évidente et plus grave. À cela s'ajoute la présence d'activités extractives dans des zones d'importance hydrologique, qui affectent directement les communautés rurales, autochtones et afro-équatoriennes. Ces populations ont un lien ancestral fort avec les écosystèmes et la santé des bassins versants ; c'est là qu'elles développent leurs moyens de subsistance pour leur survie. Aujourd'hui, en raison des problèmes socio-environnementaux, elles sont fortement limitées dans leur accès à une eau sûre et de qualité.

Dans ce contexte, avec la Fondation ALTROPICO nous abordons la problématique sur plusieurs fronts : l'accès au droit à une eau de qualité, la gestion des paysages hydriques

et la gouvernance à plusieurs niveaux dans la gestion des bassins versants. En 2016, nous avons lancé la construction de systèmes d'approvisionnement en eau communautaires, transformant ainsi la vie de plus de 2 500 personnes dans les provinces d'Esmeraldas et de Carchi en Équateur, et de Nariño en Colombie. Ces actions sont complétées par une meilleure gestion des paysages grâce à la création de zones de conservation, à la mise en place de bonnes pratiques pour une gestion durable, à la promotion de l'agroécologie et des bio-entreprises, ainsi qu'au renforcement des organisations locales.

"La gestion de l'eau n'est plus seulement un défi technique ; c'est un combat pour une vie digne."

En quoi les actions mises en place ont-elles changé la situation ?

Une étape clé de ce parcours a été notre participation au projet « Biodiversité, inclusion, développement durable et eau dans le Chocó équatorien » (BIDA), financé par l'Union européenne et Air France. Grâce à ce projet, nous avons réussi à renforcer la gouvernance des réseaux de comités de gestion de l'eau potable (Juntas Administradoras de Agua Potable - JAAP), à légaliser leur statut et leurs licences d'utilisation et d'exploitation de la ressource,

et à autonomiser les JAAP par le biais des Écoles de l'eau. De plus, nous avons tissé des liens avec les gouvernements locaux pour une planification axée sur les bassins versants. Parallèlement, nous avons renforcé les moyens de subsistance en encourageant les foires locales, en créant le réseau d'entreprises et de producteurs agroécologiques, la marque territoriale BIOTERRA et un système participatif de garanties locales (label de confiance local).

Quels sont les besoins ou priorités pour les années à venir ?

Le contexte actuel est complexe et difficile. Des facteurs externes tels que la hausse du prix de l'or intensifient l'exploitation minière légale et illégale. À cela s'ajoute la présence de groupes armés qui restreignent la liberté et l'action des communautés face à la faiblesse des institutions de gestion et de contrôle de l'État. Si des progrès significatifs sont réalisés chaque année en matière de gestion de l'eau, la réalité actuelle exige davantage de nous. **Il est urgent d'adopter une approche holistique dans laquelle la coopération internationale investit davantage de ressources, l'État renforce sa présence, les gouvernements locaux agissent de concert et la population locale se mobilise pour revendiquer son droit à une vie digne.**

BIDA

1276 Leaders communautaires formés

SATER

35ha

En restauration écologique

97 Systèmes d'eau communautaire renforcés

77

Potagers agroécologiques appuyés permettant d'augmenter de 50% le nombre de produits autoconsommés

ACUS ?

Áreas de Conservación y Uso Sostenible - Une base de données géoréférencée créée grâce au projet BIDA, visible à l'adresse <https://www.bioterra.org/ACUS/> permettant de visualiser **146 aires protégées subnationales représentant 6.6 millions d'hectares** à travers une [plateforme en ligne interactive](https://www.bioterra.org/ACUS/).



Edgar DEGUENON,
Coordinateur de l'ONG
HORTITECHS DEVELOPPEMENT, Bénin

Quels sont les principaux défis sur votre territoire ?

Au Bénin, nous faisons face à des défis majeurs. Les changements climatiques affectent la production agricole. Les sols se dégradent. Les intrants organiques sont peu disponibles. Dans les centres urbains, la demande alimentaire augmente, surtout dans le sud du pays. Les producteurs et transformateurs engagés dans l'agroécologie et l'agriculture biologique rencontrent aussi des difficultés pour accéder à des marchés rentables.

Le partenariat entre HORTITECHS DEVELOPPEMENT et Acting for Life a permis de répondre à ces défis avec le projet DISTRISOLIDAIRE. Grâce à l'appui d'AFL, nous avons formé des producteurs, transformateurs et distributeurs de produits locaux. Nous avons structuré le réseau national RENABIO, développé le Système

Participatif de Garantie (SPG) et amélioré la qualité sanitaire des produits sur le marché. Le projet a facilité l'accès à des débouchés commerciaux durables, en particulier grâce au partenariat entre AMAP BENIN et SERVAIR, qui valorise les produits biologiques avec une prime. Ces actions ont renforcé la confiance des consommateurs, accru la fréquentation des boutiques partenaires et amélioré les revenus des acteurs des filières locales.

En quoi les actions mises en place ont-elles changé la situation ?

L'expérience avec Acting for Life montre qu'un soutien de long terme, fondé sur la confiance, l'innovation, la structuration des filières et le renforcement des capacités locales peut vraiment contribuer à une agriculture plus résiliente, créatrice d'emplois et proposant des solutions durables pour nourrir les populations béninoises.

Quels sont les besoins ou priorités pour les années à venir ?

Pour les années à venir, notre objectif est de toucher plus de producteurs afin qu'ils adoptent les pratiques agroécologiques et bénéficient du SPG. Nous voulons aussi développer l'accès aux marchés institutionnels, tels que les can-

tines scolaires, universitaires et administratives. Cela permettra d'offrir une alimentation saine, locale et durable à un plus grand nombre de personnes. Construire une Centrale des Produits Locaux à Cotonou est également une priorité. Cette infrastructure devrait renforcer l'approvisionnement auprès des fournisseurs locaux de notre réseau DISTRISOLIDAIRE, soutenir un programme de fidélisation des clients et assurer des débouchés économiques durables pour les producteurs, transformateurs et distributeurs de produits locaux et biologiques.

Nous devons également appuyer l'identification, la sécurisation et l'aménagement de terres et de zones pour la production agro écologique. Cela est essentiel pour garantir une production durable et répondre à la demande croissante du marché. Nous considérons comme prioritaire le renforcement de l'insertion professionnelle des jeunes dans l'agroécologie et l'agriculture biologique. Cela passe par la formation, l'accompagnement entrepreneurial, et l'accès à la terre, aux équipements et à des financements adaptés. Ces investissements permettront de préparer une nouvelle génération d'entrepreneurs agricoles capables de relever les défis alimentaires, environnementaux et économiques du Bénin.

TERSAA 1&2

4 180 Producteurs formés en agroécologie

2000 ha En transition agroécologique

150 Organisations appuyées dans la transformation et commercialisation agroalimentaire

PUBLICATIONS

Vidéo de présentation - Système alimentaires et écosystèmes

Plaidoyer - En faveur de la valorisation des produits agricoles locaux

Note de capitalisation - La mise à l'échelle des modèles de commercialisation de produits agricoles



FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Favoriser l'insertion sociale et professionnelle des jeunes

En mettant en place des projets de formation et d'insertion professionnelle (FIP), Acting for Life et ses partenaires ont engagé des réflexions pour faire des jeunes des acteurs à part entière de leur avenir et les encourager à s'investir dans leur communauté, autour de la citoyenneté et de la cohésion sociale.

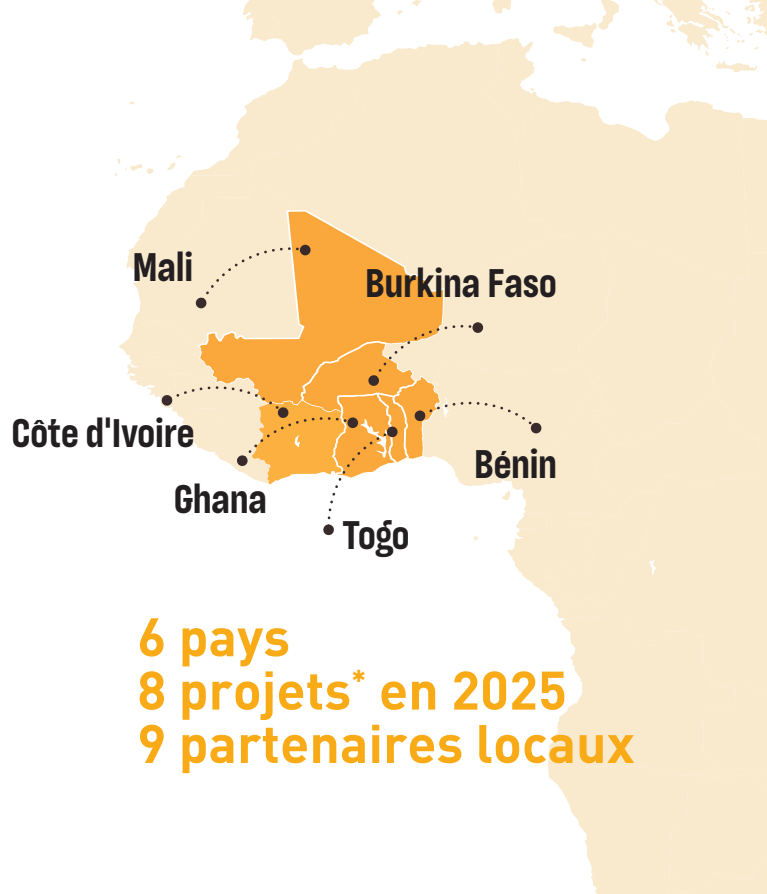
10 366 638 €

Budget total pluriannuel

UNE GÉNÉRATION SOUS PRESSION, DES OPPORTUNITÉS À CONSTRUIRE

Alors que la population africaine pourrait atteindre 2,4 milliards d'habitants en 2050, avec 50% de moins de 25 ans³, la jeunesse est un levier clé du développement. Afin de remplir ce rôle, elle doit être soutenue par des politiques fortes en éducation, formations professionnelles et emplois, mais également en faveur des dimensions sociales, politiques et citoyennes.

Acting for Life propose des actions qui placent la jeunesse comme actrice de son changement en soutenant leur insertion dans des filières durables ou porteuses. Face à l'évolution des contextes, AFL adapte ses approches pour permettre à tous les jeunes y compris en zone insécurisée d'accéder à des dispositifs de formation-insertion adaptés à leurs besoins.



FORMER, ACCOMPAGNER, INSÉRER : UNE APPROCHE GLOBALE

Face au défi de formation et d'insertion professionnelle des jeunes, Acting for Life vise à optimiser les conditions d'accès à une formation de qualité, augmenter les opportunités professionnelles et les revenus grâce à une approche territoriale :

- **Offres de formation en lien avec les ressources et dynamiques locales** : AFL intervient dans les régions éloignées des pôles économiques, où l'offre de formation professionnelle est limitée pour les jeunes ruraux. AFL et ses partenaires proposent des formations adaptées aux publics : formation courte, qualifiante, diplômante, dans des secteurs à haute intensité de main d'œuvre - maçonnerie, électricité, plomberie, agriculture et élevage -, et contribuant à la transition écologique - écoconstruction, photovoltaïque, agroécologie. Les capacités des centres de formation, en priorité publics, sont renforcées : formation des enseignants, dotation en matériel des plateaux techniques, etc.

- **Prendre en considération les logiques sociales pour faciliter le maintien en formation et assurer l'insertion des jeunes** : les jeunes sont pris en charge durant leur parcours de formation et bénéficient d'approches innovantes pour assurer leur insertion. AFL met en place des « chantiers-écoles » pour le développement des compétences professionnelles et l'accompagnement dans leur insertion : dotation de kits, formation en entrepreneuriat, mise en relation avec les acteurs des filières, etc.
- **Développer l'employabilité par l'offre à travers la commande publique et parapublique** : AFL développe des mécanismes de soutien à la commande institutionnelle et accompagne les acteurs publics et privés pour dynamiser des secteurs
- **Systématiser la prise en compte de l'autonomisation des jeunes femmes** en favorisant leur accès à la formation, à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

PUBLICATIONS

[Note technique - L'intégration professionnelle des femmes dans la maçonnerie](#)

[Vidéo - Promouvoir l'écoconstruction : Enjeux et défis du développement territorial de la filière](#)

*dont projets multi-thématiques

³ En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans – AFD, juin 2019



L'ÉCOCONSTRUCTION, MOTEUR DE DÉVELOPPEMENT LOCAL



Léa Pottier, responsable du pôle Formation et Insertion Professionnelle

Dans les régions rurales du Mali, du Bénin et du Togo, une autre manière de construire prend progressivement forme. La pierre taillée, la terre comprimée ou encore les savoir-faire artisanaux locaux redeviennent des ressources d'avenir. Depuis 2015, Acting for Life collabore avec ses partenaires APAPE PH (Mali), ACAD (Bénin) et GEVAPAF (Togo), pour le développement de la filière de l'écoconstruction, des extracteurs de pierre jusqu'aux communes.

Au fil des années, plus de 500 jeunes ont été formés aux techniques de construction en matériaux locaux et de nombreux extracteurs ont été renforcés dans ces trois pays. Mais former ne suffit pas : encore faut-il que ces compétences trouvent des débouchés durables. Dans ces territoires, leur avenir professionnel dépend de la demande locale pour ce type de constructions écologiques. La commande publique s'avère être un axe stratégique à mobiliser pour stimuler cette demande.

Pour faire évoluer les pratiques, AFL et ses partenaires ont engagé un important **travail de plaidoyer auprès des maires et services techniques des communes d'intervention**. À la fois sur les avantages de la construction écologique, mais aussi pour encourager l'utilisation de matériaux locaux dans la commande publique, grâce à l'inclusion de clause sociales dans les appels d'offres. Un fonds incitatif a par ailleurs été mis en place, pour accompagner les communes dans leurs projets de construction d'ouvrages publics en matériaux locaux.

Au Mali, douze communes se sont déjà engagées en faveur de l'utilisation de matériaux locaux, et le plaidoyer se poursuit pour encourager d'autres collectivités à adhérer au protocole sur l'intégration d'au moins 30% de matériaux locaux dans

la construction d'ouvrages publics ou parapublics. Plusieurs bâtiments ont déjà vu le jour grâce au fonds d'appui : salles de réunion ou logements de fonction. **À Bandiagara, cette dynamique inspire désormais des projets d'envergure, avec la décision de construire l'université en pierre locale.**

Au Togo, le fonds d'appui a permis, via deux chantiers écoles ayant mobilisé de jeunes maçons, la construction d'un apatam amélioré (construction traditionnelle en Afrique de l'Ouest) dans un centre médico-social (servant de salle d'attente, de réunion ou de vaccination) ainsi que d'un logement dédié aux artisans, à la chambre préfectorale des métiers de la Kozah, en 2025. Dans la Région des Savanes, deux communes ont par ailleurs adopté des délibérations prévoyant l'intégration de 25 % de matériaux locaux dans les constructions publiques.

Au Bénin, où un **décret national impose déjà l'utilisation de 25 % de matériaux locaux dans la construction publique**, le fonds d'appui a permis le cofinancement (avec le projet PASDER et communes), de la réalisation de trois modules de trois salles de classes en pierre et BTCS (blocs de terre comprimée stabilisée) dans la commune de Tanguiéta et d'un marché à bétail à Basila en 2025.

Au-delà des bâtiments construits, ces initiatives traduisent une évolution plus profonde : celle d'une reconnaissance croissante des matériaux locaux comme moteurs de développement économique, de transmission des savoir-faire et d'adaptation aux enjeux environnementaux.

La commande publique s'avère être un axe stratégique à mobiliser pour stimuler cette demande.



Dicko Cheichna
Président APAPE-
PH, Mali

Quels sont les principaux défis sur votre territoire ?

La situation sécuritaire demeure le principal défi de notre zone, elle entraîne des déplacements de populations ainsi que des pertes en vies humaines et en biens (matériels et bétails) mais il y a des moments d'accalmies. À cela s'ajoute la précarité de nombreux jeunes travaillant dans les ONG touchés par l'arrêt des financements français et la suspension de certains programmes et financements.

Par ailleurs, depuis plus d'un an, la région de Bandiagara fait face à une flambée du prix du carburant. De 750 francs CFA, elle oscille désormais entre 1300 et 3000 F CFA le litre. Les coupures d'électricité s'ajoutent à ces difficultés avec des périodes pouvant dépasser le mois. Dans ce contexte, le manque de formation qualifiante pour les jeunes reste criant. Le taux d'entrepreneuriat est faible, la certification des jeunes formés en écoconstruction n'est pas encore reconnue dans les cursus professionnels officiels.

En quoi les actions mises en place ont-elles changé la situation ?

Dans notre terroir, le nombre de jeunes qui ont fini des études universitaires et qui n'ont pas d'emploi est élevé, s'y ajoute ceux qui n'ont pas pu terminer leur cursus scolaire et qui sont au chômage, sans qualification. Les actions mises en œuvre par nos projets se sont appuyées sur le renforcement des capacités dans les métiers porteurs, comme l'écoconstruction, comme levier de l'emploi des jeunes. Ainsi, des jeunes

apprenants ont été formés dans divers branches de l'écoconstruction : l'extraction de la pierre, la taille de pierre, la pose de pavés de pierre, la construction en pierre, la confection et la construction en BTCS, la dotation et renforcement des artisans locaux etc.

Les compétences ainsi acquises ont permis à bon nombre de ces jeunes de pratiquer un métier et gagner dignement leur vie tout en venant en appui à leur famille.

En plus, pour booster leur insertion plus large dans un système d'insertion solidaire, les jeunes ont été organisés en Groupement d'Intérêt Economique (GIE). Cela a permis à certains de ces GIE ainsi créés de décrocher des marchés dans des appels publics et privés (PAM « Programme Alimentaire Mondial », PCRSS « Projet Communautaire de Résilience pour la Stabilisation au Sahel »).

Ces jeunes sont dans un répertoire qui leur permet et les incite à s'informer et à se solliciter en cas de besoin de main d'œuvre.

Ces actions ont ainsi contribué à : booster l'emploi et l'entrepreneuriat de jeunes, mais également d'éviter que ces jeunes soient recrutés par les Groupes Armés Non Identifiés (GANI).

Quels sont les besoins ou priorités pour les années à venir ?

Pour les années à venir, au vu des résultats précédents, la priorité est de diversifier et multiplier les métiers porteurs dans lesquels les jeunes postulent et acquièrent des compétences. Par exemple, l'électricité photovoltaïque, la plomberie, la menuiserie métallique, la menuiserie bois, les techniques de transformations agroalimentaires, l'élevage, la pisciculture, etc.

Un homme ou une femme qui sait travailler et qui maîtrise un métier est moins vulnérable. Il ou elle peut assurer son propre auto-emploi et est une source d'emploi pour d'autres jeunes.

PARCS

336 jeunes formés et/ou insérés

99%

des jeunes inactifs avant le projet ont trouvé une activité économique à la fin

APAC

425 jeunes formés et/ou insérés

75%

des jeunes couvrent désormais l'ensemble ou la majorité de leurs besoins fondamentaux, contre 49% en début de projet

MADE & MADE MALI

401 jeunes formés et/ou insérés

86%

des jeunes formés exercent une activité dans le secteur de leur formation



AGROPASTORALISME

20 566 626 €

Budget total pluriannuel

Mobilisation en faveur du développement de la filière bétail

Aux côtés des organisations partenaires et des collectivités locales, AFL coordonne des projets à l'échelle régionale, pour augmenter la résilience des populations et appuyer le développement des territoires via une meilleure redistribution des bénéfices tirés de la vente du bétail. Cette stratégie permet d'inscrire durablement la filière bétail dans le paysage socio-économique des territoires.

UNE FILIÈRE VITALE SOUS PRESSION

Dans un contexte marqué par les changements climatiques et les crises sécuritaires complexes et croissantes en Afrique de l'Ouest, le pastoralisme et l'agropastoralisme, technique de production qui associe agriculture et élevage, jouent un rôle clé dans la résilience des territoires. Liant les pays sahéliens et côtiers, ils constituent une filière économique stratégique pour la région. Dans la zone sahélienne⁴, l'agropastoralisme représente jusqu'à 69% des revenus des populations rurales, illustrant son importance vitale pour la sécurité alimentaire, la mobilité et la cohésion sociale.



7 pays
12* projets en 2025
17 partenaires locaux

RENFORCER LA FILIÈRE À CHAQUE MAILLON

Depuis plus de 50 ans, Acting for Life est un acteur clé du soutien à l'agropastoralisme en Afrique de l'Ouest, et s'impose depuis plus de 25 ans comme une référence reconnue dans le domaine pour son expertise. L'organisation œuvre au développement de l'élevage mobile en facilitant l'accès des agropasteurs aux aménagements adaptés et aux infrastructures marchandes. En partenariat avec les organisations de la société civile (OSC), les collectivités territoriales et leurs regroupements (inter-collectivités), AFL pilote des projets qui renforcent la résilience des populations rurales et contribuent au développement des territoires, en veillant notamment à une redistribution plus équitable des revenus issus de la filière bétail-viande.

L'action d'AFL repose sur plusieurs axes clés :

- Apaisement des tensions autour de la mobilité du bétail en menant des actions de sensibilisation et de plaidoyer : débats informés multi-acteurs sur les enjeux de la filière, mise en place d'outils d'aide à la décision tels que la cartographie, les données statistiques sur les infrastructures marchandes, etc.
- Sécurisation de la mobilité des troupeaux grâce à des aménagements agropastoraux : balisage de couloirs de passage des animaux, sécurisation des aires de repos et de pâture, construction de points d'eau et provision des services aux agropasteurs (santé animale et alimentation du bétail)
- Soutien aux éleveurs réfugiés dans le nord des pays côtiers à travers des distributions alimentaires, des distributions de fourrage pour les animaux, des réalisations de points d'eau sur les zones de concentration animale
- Valorisation et développement économique de la filière via la construction d'infrastructures marchandes comme les marchés à bétail ou les quais d'embarquement,
- Renforcement d'une gouvernance partagée des territoires en renforçant la collaboration entre les OSC, les collectivités territoriales et les représentants de l'État
- Appui au développement socio-économique des territoires en augmentant les retombées économiques de la filière, notamment les recettes fiscales des communes.

PUBLICATIONS

Vol de bétail et instabilité au Sahel : comprendre les dynamiques d'un marché sous tension

Webreportage - Quand l'insécurité redessine l'agropastoralisme : échos des territoires

Note technique : Menaces sécuritaires sur la mobilité pastorale en Afrique de l'Ouest : un nouvel avenir pour les cultures fourragères ?



*dont projets multi-thématiques

⁴L'élevage pastoral au Sahel et en Afrique de l'Ouest : 5 idées reçues à l'épreuve des faits - Inter-réseaux, juin 2017

Quels sont les principaux défis sur votre territoire ?

Dans la région de Nzérékoré en Guinée, plus particulièrement dans les préfectures de Beyla et Lola, nous avons assisté, ces dernières années, à des conflits récurrents entre agriculteurs et éleveurs suite à l'arrivée massive des éleveurs transhumants occasionnant des surpâturages dans ces zones. La forte densité des animaux, la non maîtrise du code pastoral et le non-respect des droits d'usage du foncier a déclenché un conflit entre agriculteurs et éleveurs. Cela a occasionné une augmentation de l'insécurité dans les zones agropastorales poussant ainsi les éleveurs, notamment à Lola, à modifier leurs pratiques d'élevage. Afin de réduire les conflits, l'état a décrété la suspension de la transhumance et le déguerpissement des transhumants sur tout le territoire.

En quoi les actions mises en place ont-elles changé la situation ?

Dans le souci de réduire les conflits agriculteurs et éleveurs ; l'état dans son programme de développement a initié la construction d'infrastructures pastorales. Le projet PRECOCE vient l'accompagner dans l'atteinte de ces objectifs. Un dispositif de remontée, auprès des autorités et acteurs locaux, d'informations et d'alertes sur la filière a été mis en place par le déploiement de Relais de Veille Communautaire. A titre d'exemple ; une épidémie en santé animale a été détectée et prise en charge par le Fonds d'Intervention Localisé (FIL) permettant la réalisation d'une campagne de vaccination de 21 540 bœufs à Lola.

Quels sont les besoins ou priorités pour les années à venir ?

Nos priorités pour les années à venir sont : la vulgarisation du code pastoral, le renforcement de la cohésion sociale et l'appui à la structuration de la filière pastorale ; Le renforcement de l'accès et la gestion équitable et pérenne des aménagements pastoraux, la levée de la suspension de la transhumance inter états et la création des couloirs de transhumance.



M. Koï Kolomou,
coordinateur du projet PRECOCE,
Fédération régionale filière bétail
viande de N'Zérékoré,
Guinée

APAC

298 606

personnes ont bénéficiés
des réalisations du projet

96%

des bénéficiaires constatent
un renforcement positif de la
cohésion sociale

89%

des bénéficiaires ont vu leur
situation économique s'améliorer

90%

de la couverture des
besoins en viande
rouge et...

70%

...du lait sont fournis par
l'élevage mobile au Sahel.



LA FILIÈRE AGROPASTORALE, ENTRE MUTATIONS ET RÉSILIENCE

Annabelle Powell & Emmanuelle Dié,
co-responsables du pôle Agropastoralisme

Depuis plusieurs années, la filière agropastorale ouest-africaine traverse une profonde recomposition sous l'effet de la crise sécuritaire sahélienne. Parce que la filière repose historiquement sur la mobilité des hommes, des troupeaux et des échanges commerciaux, elle se retrouve aujourd'hui particulièrement fragilisée par l'insécurité croissante et la fermeture progressive des espaces de circulation.

Dans les zones sahéliennes, les tensions autour de l'accès aux ressources naturelles ne sont pas nouvelles, mais ces conflits, longtemps localisés, ont été instrumentalisés par des groupes armés, prenant une dimension identitaire qui dépasse désormais les frontières.

À mesure que les espaces deviennent plus instables, les trajectoires pastorales se transforment. Ces espaces frontaliers entre pays sahéliens et pays côtiers, autrefois zones de passage saisonnier, deviennent des territoires d'installation pour de nombreux éleveurs. Ceux-ci, confrontés à l'insécurité ou aux restrictions de mobilité, s'implantent progressivement dans le nord puis le centre des pays côtiers. **Cette sédentarisation contrainte accentue la pression sur les ressources naturelles et alimente des tensions avec les populations locales**, notamment dans des régions peu habituées à accueillir des troupeaux.

Certaines zones frontalières sont devenues particulièrement sensibles. À l'est, la zone partagée entre le Bénin, le Niger et le Nigeria est devenue un corridor stratégique soumis à une compétition territoriale entre plusieurs groupes armés, notamment le JNIM, affilié à Al-Qaïda, et l'ISSP, Province du Sahel de l'État islamique, s'appuyant sur des dynamiques locales complexes pour ancrer leur présence. Cette rivalité accélère la violence et complexifie la réponse des États, dont la coopération transfrontalière reste limitée.

À l'ouest, la suspension de la transhumance transfrontalière par la Guinée en 2025 a profondément désorganisé les équilibres régionaux.

Initialement devenue une zone refuge pour les troupeaux sahéliens, la Guinée a vu croître les tensions foncières et les conflits liés à la pression exercée sur les ressources naturelles. La fermeture de la frontière a entraîné une concentration du bétail dans les zones limitrophes du Mali et de la Côte d'Ivoire, tout en perturbant les marchés guinéens : raréfaction des animaux, hausse des prix et instabilité du marché de la viande.

Les fractures se renforcent également au sein même du monde pastoral. **La distinction entre éleveurs « locaux » et éleveurs « étrangers » ou déplacés tend à devenir un critère d'accès aux ressources pastorales.** Pourtant, les réalités de l'élevage transfrontalier restent complexes : gardiennage, troupeaux collectifs ou propriétaires multiples rendent ces catégories difficiles à appliquer. Sur le terrain, ces distinctions favorisent les amalgames, les violences contre les éleveurs, les abattages de bétail et une dégradation générale de la cohésion sociale.

Le vol de bétail apparaît aussi comme un élément central des économies de conflit. Les groupes armés utilisent les troupeaux volés comme source de financement, tandis que certains marchés des pays côtiers servent au blanchiment des animaux. Une étude conduite par Acting for Life et ses partenaires dans la zone Burkina Faso-Côte d'Ivoire-Ghana montre que les principaux profits sont réalisés lors de la revente des animaux sur les marchés officiels par des intermédiaires.

Les marchés à bétail constituent donc à la fois des espaces vulnérables et des points stratégiques d'intervention.

Malgré ce contexte, la filière pastorale démontre une forte résilience et capacité d'adaptation. De nouveaux circuits commerciaux émergent pour contourner les blocages et répondre aux déséquilibres régionaux. Un nouvel axe commercial reliant le sud du Togo au Burkina Faso puis à la Côte d'Ivoire illustre cette capacité d'adaptation permanente des acteurs de la filière.

**Malgré ce contexte,
la filière pastorale
démontre une forte
résilience.**

Les dispositifs d'intervention évoluent eux aussi. AFL a développé un Fonds d'Intervention Localisé (FIL) : un mécanisme géré par des comités pluri-acteurs locaux : autorités administratives, services techniques, organisations d'éleveurs, qui peuvent analyser une situation, décider collectivement et déclencher une réponse rapide sans attendre de validation centrale. Déployé sur plusieurs territoires d'intervention, **le FIL a permis des actions concrètes face aux crises** : réhabilitation de points d'eau et distribution de vivres aux populations déplacées, forages et équipements scolaires dans des zones sous pression migratoire, vaccination de bovins dans les zones

d'accueil pour prévenir les risques sanitaires.

Ces expériences montrent qu'une réponse rapide et ancrée localement reste possible, même dans les contextes les plus instables.

La question n'est plus seulement de gérer les crises, mais de préserver les conditions qui permettent à la filière de continuer à s'adapter comme elle l'a toujours fait. **Car aujourd'hui, l'enjeu ne consiste plus seulement à gérer les crises, mais à préserver les conditions qui permettent à la filière de continuer à s'adapter, comme elle l'a toujours fait.**



**Boubacar
Maïga,
RECOPA**

Quels sont les principaux défis sur votre territoire ?

La région de l'Est du Burkina Faso, l'une des plus vastes du pays, occupe la troisième place d'élevage après les régions du Sahel et de la Boucle du Mouhoun. Cette région à vocation agropastorale était à la fois une zone de départ des troupeaux transhumants vers le Nord des pays côtiers et une zone d'accueil et de transit pour les troupeaux venant du sahel Burkinabè du Niger.

Fada N'Gourma, la capitale régionale abrite aussi l'un des plus gros marchés à bétail de la sous-région qui accueille plus 5000 têtes de bovins par jour de marché avec un chiffre d'affaires hebdomadaire qui s'évalue à des centaines de millions de francs CFA. Ce marché est aussi une source d'emploi pour plusieurs profils d'acteurs (courtiers, marchands de bétail, bouviers, restauratrices...). Il génère des centaines de millions de francs CFA au profit de la collectivité par an. Toute cette dynamique est aujourd'hui paralysée par l'invasion des groupes armés terroristes présents dans la zone depuis 2015.

Les principaux défis sur ce territoire sont d'une part d'arrêter l'amalgame entre les

agissements des groupes armés terroristes et la pratique des activités agropastorales qui fait vivre plus de 80% de la population rurale. Éviter la stigmatisation et renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés et groupes ethniques qui ont toujours cohabité dans cette partie du pays. Et enfin, préparer l'après-crise à travers des actions durables d'insertion socioéconomique des jeunes et des femmes, particulièrement en milieu rural et pastoral.

En quoi les actions mises en place ont-elles changé la situation ?

Les actions mises en place, notamment les formations et les dotations en kits d'installation destinés aux jeunes et aux femmes, ont contribué à réduire la vulnérabilité des ménages ruraux et à limiter, dans une certaine mesure le basculement de certains jeunes vers les groupes armés. Les sessions de débats informés ont permis de renforcer le dialogue entre les différents acteurs, de favoriser une meilleure compréhension du fonctionnement de la filière pastorale et de consolider la cohésion sociale entre les communautés. Les dispositifs de veille informationnelle, servent aujourd'hui de mécanismes d'alerte et de suivi de la dynamique de la filière. En collaboration avec les partenaires d'appui, ils permettent de mettre en œuvre des actions anticipatoires de

prévention des conflits et de renforcement de la résilience des communautés.

Quels sont les besoins ou priorités pour les années à venir ?

Pour les années à venir, les priorités s'articulent autour de quatre axes. Consolider d'abord les actions de formation et d'insertion socioéconomique des jeunes ruraux et des femmes, en les articulant davantage aux besoins de la filière agropastorale locale, notamment autour de l'élevage, de la transformation et de la commercialisation des produits animaux. Ensuite, développer des modèles d'élevage péri-urbain adaptés aux jeunes, valorisant la production laitière et la viande pour répondre à la demande locale croissante, tout en créant des alternatives économiques viables face à l'insécurité en zone rurale. Il s'agit également de sécuriser et fluidifier la mobilité pastorale par la réhabilitation des infrastructures existantes et la création de nouveaux espaces de dialogue inclusifs aux niveaux local, national et transfrontalier, associant communautés pastorales, autorités locales et forces de défense et de sécurité. Enfin, Pérenniser et étendre les dispositifs de veille et d'alerte précoce mis en place, en renforçant leur ancrage communautaire et leur articulation avec les mécanismes de prévention des conflits à l'échelle régionale.

AGIR LOCAL, AGIR VITE

Comment les dispositifs AVAIL et FIL donnent aux territoires les moyens de répondre aux crises

En Afrique de l'Ouest, les crises agropastorales se jouent au niveau local, dans des territoires ruraux souvent mal équipés pour y répondre. Acting for Life a développé deux outils complémentaires, le système AVAIL et le Fonds d'Intervention Localisé, pour donner aux acteurs de terrain les moyens de comprendre leur environnement et d'agir rapidement.



Ce que l'on ne mesure pas, on ne peut pas le changer

Pendant longtemps, les informations sur les dynamiques agropastorales ont circulé de façon fragmentée : des observations de terrain qui ne remontaient pas, des alertes qui arrivaient trop tard, des décisions prises sans données fiables. Le système AVAIL (Analyse, Veille, Alerte et Intervention Localisées) est né de ce constat.

Son principe est simple mais exigeant : confier à des organisations locales, ancrées dans leurs territoires, la responsabilité de collecter, analyser et partager l'information sur la filière agropastorale. Des relais communautaires identifiés dans chaque zone remontent régulièrement des données sur l'état des pistes à bétail, l'activité des marchés, les tensions naissantes, les conflits liés à la mobilité du cheptel. Ces informations sont consolidées, analysées, puis partagées tous les six mois avec les services techniques de l'État, les élus locaux et les autorités administratives, et immédiatement lorsqu'une situation d'urgence l'exige. Ce qui change avec AVAIL, ce n'est pas seulement la qualité de l'information. C'est à qui elle appartient. Ce sont les acteurs du territoire qui savent, qui analysent, qui alertent. Une posture qui rompt avec les logiques extractives dans lesquelles les données locales remontent vers des plateformes internationales sans jamais revenir nourrir les décisions de terrain.

De l'alerte à l'action : quand les mots ne suffisent plus

Mais une alerte sans moyens d'agir reste inutile. C'est l'enseignement que des années d'expérience ont imposé avec évidence : les autorités locales peuvent voir la crise arriver, comprendre ce qu'il faut faire, et pourtant rester impuissantes faute de ressources mobilisables rapidement.

Le Fonds d'Intervention Localisé répond à ce manque. Doté d'un budget généralement compris entre 50 000 et 100 000 euros par territoire et par an, il fonctionne comme un mécanisme de décision collective : un comité réunissant autorités administratives, services techniques, organisations d'éleveurs et société civile se réunit, en session ordinaire ou en urgence, pour analyser les besoins, arbitrer et déclencher des réponses adaptées. Les décisions sont formalisées, les fonds

mobilisés rapidement, les réalisations documentées.

Dans la région des Savanes au Togo, l'arrivée soudaine de plus de 2 700 personnes déplacées a accru la pression sur les services de base. Le comité local a validé la construction de deux forages et la fabrication de cent tables-bancs pour des écoles débordées. En Côte d'Ivoire, face à des tensions liées à l'accueil de réfugiés, plus de 30 000 bovins ont été vaccinés pour préserver les moyens de subsistance des communautés hôtes. Des réponses concrètes, rapides, décidées localement, sans attendre qu'une capitale ou un siège d'ONG internationale valide chaque étape.

Un modèle qui se construit par la pratique

AVAIL et le FIL ne sont pas deux outils indépendants : ils forment un continuum. L'un produit la connaissance nécessaire à la décision ; l'autre donne les moyens de la mettre en œuvre. Ensemble, ils dessinent une architecture nouvelle de l'action territoriale, où l'information et le financement circulent au plus près des besoins.

Ce modèle s'est construit progressivement depuis 2020, à travers plusieurs projets déployés au Burkina Faso, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin. Il est aujourd'hui reconnu par des autorités locales qui l'ont formellement institutionnalisé via des arrêtés inter-préfectoraux au Bénin, des délibérations officielles en Côte d'Ivoire et par des partenaires techniques qui voient dans ce modèle une réponse concrète au défi de la localisation de l'aide.

La question qui s'ouvre désormais est celle de la pérennité. Comment ces mécanismes survivront-ils à la fin des financements de projet ? Comment d'autres bailleurs pourront-ils s'y greffer pour en élargir les capacités ? Les premières réponses existent déjà : en Côte d'Ivoire, Action Contre la Faim a rejoint le dispositif pour renforcer ses capacités de réponse. C'est peut-être là le signe le plus encourageant : un outil conçu pour les territoires, adopté par eux, et qui commence à attirer d'autres partenaires non pas parce qu'on le leur impose, mais parce qu'il fonctionne.



PARTENAIRES INSTITUTIONNELS

Acting for Life est partenaire de plusieurs institutions publiques contribuant à l'aide publique au développement et à l'aide humanitaire. Ce partenariat de long terme, engageant des montants significatifs, est capital afin de répondre aux enjeux majeurs du changement climatique, de la pauvreté, de l'exclusion et des conflits en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine.



Établissement public au cœur du dispositif français de coopération, l'Agence française de développement (AFD) agit depuis 1941 pour lutter contre la pauvreté et favoriser le développement. L'AFD est un partenaire financier historique d'Acting for Life en Afrique de l'Ouest et en Amérique latine. Par son soutien, elle participe à l'émergence de programmes régionaux et nationaux d'envergure autour d'enjeux de développement économique territorial et durable dans l'ensemble des domaines d'intervention d'Acting for Life.

Avec la participation de



Le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) a pour mission la veille, l'anticipation, l'alerte et la gestion des crises se déroulant à l'étranger et nécessitant soit une réaction à un événement menaçant la sécurité des ressortissants français à l'étranger, soit une action humanitaire d'urgence. Il est également chargé du soutien à la stabilisation post-crise. Le CDCS accompagne Acting for Life en Afrique de l'Ouest.



Depuis 2017, la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France et Acting for Life ont décidé d'engager plusieurs années de collaboration. La proximité géographique des deux entités et le partage d'une vision commune des enjeux de la solidarité internationale ont contribué à la naissance de cette relation de partenariat. Ainsi, Roissy Pays de France s'est engagée dans la démarche de soutien au développement économique et territorial des populations les plus vulnérables en Amérique latine et en Afrique de l'Ouest.



**Cofinancé par
l'Union européenne**

L'Union européenne participe au développement de politiques destinées à réduire la pauvreté dans le monde, à assurer le développement durable et à promouvoir la démocratie, la paix et la sécurité. Depuis plusieurs années, l'Union européenne soutient Acting for Life en Afrique et en Amérique latine sur l'ensemble des enjeux stratégiques.



**Foreign, Commonwealth
& Development Office**

Le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth (*Foreign Commonwealth & Development Office*, FCDO) s'engage dans le renforcement du développement durable et de la lutte contre la pauvreté dans le monde. Reconnue pour son expertise sur la région sahélienne, Acting for Life bénéficie du soutien du FCDO depuis 2013 pour ses actions menées autour des problématiques de mobilité du bétail et du développement de la filière en Afrique de l'Ouest.

Acting for Life a noué depuis des années des partenariats avec des experts et des centres de recherche en Europe et est membre de réseaux « métiers » français et internationaux.

- Coordination Humanitaire et Développement, Coordination SUD, Plateforme des connaissances pastorales de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), Inter-réseaux.
- IRD (Institut de recherche pour le développement), CIRAD (Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement), ARED (Associates in Research and Education for Development), NCG (Nordic Consulting Group), Alliance des Avocats pour les Droits de l'Homme.

L'association souhaite remercier celles et ceux qui se sont engagés, s'impliquent et s'investiront encore à ses côtés pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion des populations locales en Afrique et en Amérique latine.

DON EN LIGNE

Les donateurs et les entreprises peuvent faire un don en ligne sur notre site internet : <https://acting-for-life.org/partenaires-et-reseaux/dons-et-liberalites/>



PARTENAIRES FINANCIERS PRIVÉS

Acting for Life a noué depuis plusieurs années des relations de confiance avec ses partenaires financiers privés, qu'ils soient entreprises, fondations d'entreprises, fondations familiales ou grands donateurs. Le soutien de nos mécènes offre un véritable effet de levier pour mener des projets pilotes ou de nouvelles approches qui pourront être développés à grande échelle.



Partenaire stratégique d'Acting for Life depuis plus de 40 ans, Air France soutient sur le long terme en Afrique et en Amérique latine, la mise en place de programmes de développement économique et territorial, d'appui aux petits producteurs, éleveurs et agriculteurs. Elle permet de favoriser l'insertion et la formation professionnelle des populations les plus défavorisées. Véritable levier économique, la coopération d'Air France a permis de réaliser des projets innovants et d'initier des programmes d'envergure avec des partenaires institutionnels publics. Le soutien d'Air France se traduit à la fois par une aide financière et une assistance logistique.



Partenaire historique et engagé d'Acting for Life, la Fondation AnBer lutte contre la pauvreté en soutenant des projets de santé, d'éducation, de travail et de lutte contre la misère en Afrique et en Amérique latine. La fondation soutient les approches innovantes en faveur de la création d'emplois et la promotion de l'entrepreneuriat local des populations marginalisées.



La Fondation d'entreprise BEL soutient, depuis sa création en 2008, des projets en faveur de l'enfance en France et à l'international. Elle se concentre notamment sur l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous les enfants. Elle soutient Acting for Life au Burkina Faso puis au Togo via le programme TERSAA II en vue de favoriser leur sécurité alimentaire, à travers une action spécifique au sein des cantines scolaires.



La Fondation de France et le CFSI soutiennent Acting for Life dans le cadre du programme « Promotion de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest » (PAFAO). En appuyant des initiatives portées sur la transformation, la commercialisation et le plaidoyer, ce programme vise à renforcer et/ou maintenir la disponibilité des produits locaux de qualité, issus de l'agriculture familiale durable au sein des marchés ruraux et urbains.

Sous égide de la Fondation Caritas France, la Fondation Girafe Formations a rejoint les partenaires financiers privés d'Acting for Life en 2022, en soutenant significativement ses projets au Bénin, au Togo et au Mali. À travers son appui financier, la fondation favorise l'autonomie et l'insertion professionnelle des jeunes par la formation pratique et théorique dans les secteurs d'activité porteurs d'emploi en Afrique.



La Fondation pour l'Enfance, reconnue d'utilité publique, lutte depuis plus de 40 ans pour améliorer la protection des enfants et le respect de leurs droits fondamentaux.

En 2020, la Fondation Mura - abritée par la Fondation pour l'Enfance - est créée dans le but de porter une aide à l'enfance et à la jeunesse jusqu'à son insertion dans la vie sociale, en France et à l'international.



Le Groupe ADP, leader mondial de la conception, de la construction et de l'exploitation d'aéroports, soutient Acting for Life depuis 30 ans, via la mise à disposition de locaux au sein de l'aéroport Roissy Charles de Gaulle. Ce partenariat historique contribue grandement à la stabilité et à la pérennité des actions portées par l'ONG.



Engagée pour la transition écologique et sociale, la Fondation groupe EDF soutient des projets dans les domaines de l'éducation, la formation et l'action écocitoyenne. Dans un monde où trop de gens peinent à trouver leur place dans la société, elle agit pour l'égalité des chances et œuvre dans l'intérêt général pour construire un monde plus durable et juste. En Colombie, elle soutient le projet SATER.



En France et en Afrique, Servair est le partenaire des compagnies aériennes depuis plus de 50 ans. Grâce à son expertise, Servair répond à tous les besoins de ses clients aériens mais se développe également dans les métiers du Food Service. Depuis 2007, Servair soutient Acting for Life pour garantir un développement économique, responsable et durable auprès des régions vulnérabilisées du monde.



RAPPORT FINANCIER

EXERCICE 2025

Les comptes d'Acting for Life sont certifiés et audités annuellement par notre Commissaire aux comptes, le cabinet Deloitte, puis ils sont publiés au Journal Officiel. La présentation suivante en est le résumé.

Les projets co-financés par des bailleurs institutionnels font aussi l'objet d'audits réguliers. Conformément aux règles comptables des associations, et pour mieux refléter l'activité pluriannuelle d'Acting for Life, un suivi par projet des engagements donnés et reçus est opéré. Les états financiers présentés reflètent l'activité de l'exercice ainsi que la position des engagements en fin d'année.

L'actif

L'actif, patrimoine de l'association, principalement composé de créances (subventions à recevoir) et de trésorerie, s'élève à 20,6 M€, en forte hausse par rapport à 2024.

Les « autres créances » ont plus que quadruplé, en raison de l'effet combiné de la fin de nombreux projets courant 2025 (les créances étaient quasiment recouvrées au 31/12/24) et de la signature de plusieurs contrats de subvention pluriannuels en cours d'année 2025, dont les versements par les bailleurs sont échelonnés dans le temps.

Les disponibilités, constituées de comptes bancaires et de placements, ont légèrement diminué mais restent à un niveau de sécurité très correct : 6,9 M€ soit 76% des charges d'exploitation.

Le passif

Les fonds dédiés, sommes reçues et destinées à financer des projets au-delà de 2025, diminuent de 25% (-466 K€) : les fonds dédiés aux nombreux projets terminés en 2025 ont été consommés, et les nouveaux projets démarrés en fin d'année n'ont pas encore fait l'objet d'une collecte significative de fonds.

Les dettes ont augmenté significativement mais de manière très ponctuelle (décalage de paiements aux partenaires entre décembre 2025 et janvier 2026).

Les produits constatés d'avance atteignent un niveau inégalé en raison de financements pluriannuels significatifs obtenus en fin d'année.

Bilan

Le bilan traduit la situation d'Acting for Life au 31 décembre 2025

En K euros	2024 brut	Amt & Prov	2024 net	2023 net	Var.	Var. %
ACTIF						
Actif immobilisé						
Immobilisations incorporelles	11	9	2	3	-1	-27%
Immobilisations corporelles	166	84	82	99	-17	-17%
Actif circulant						
Autres créances	13 598	31	13 567	3 093	10 474	339%
Valeurs mobilières de placement	22		22	4	18	410%
Disponibilités	18		18	18	0	0%
Charges constatées d'avance	6 918		6 918	8 327	-1 410	-17%
TOTAL ACTIF	20 732	124	20 608	11 544	9 064	79%

PASSIF						
Fonds propres						
Fonds propres sans droit de reprise	15		15	15	0	0%
Fonds propres avec droit de reprise	2 008		2 008	2 008	0	0%
Autres réserves	45		45	0	45	-
Résultat de l'exercice	40		40	45	-4	-9%
Fonds dédiés	1 401		1 401	1 868	-466	-25%
Dettes						
Emprunts et dettes financières divers	0		0	0	0	0%
Dettes fourn. et comptes rattachés	230		230	91	140	154%
Dettes fiscales et sociales	306		306	295	10	3%
Autres dettes	767		767	66	701	1060%
Produits constatés d'avance	15 795		15 795	7 156	8 639	121%
TOTAL PASSIF	20 608		20 608	11 544	9 064	79%



Compte de résultat

En K euros	2024	2023	Var.	Var. %
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Subventions d'exploitation	6 932	6 421	511	8%
Contributions financières	259	1 075	-816	-76%
Mécénat	515	0	515	
Dons et cotisations	17	16	1	7%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	0	57	-57	-100%
Utilisation des Fonds dédiés	1 273	1 173	100	8%
Autres produits	74	28	46	167%
Total des produits d'exploitation (I)	9 069	8 768	300	3%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Autres achats et charges externes	1 349	1 231	118	10%
Aides financières	5 035	5 008	26	1%
Impôts, taxes et versements assimilés	94	104	-9	-9%
Salaires et traitements	1 116	1 136	-20	-2%
Charges sociales	632	601	31	5%
Dotation aux amortissements	57	19	38	199%
Report en Fonds dédiés	806	788	18	2%
Autres charges	23	4	19	-482%
Total des charges d'exploitation (II)	9 113	8 891	222	2%
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-44	-123	79	-64%
PRODUITS FINANCIERS (III)				
Autres intérêts et produits assimilés	107	204	-97	-48%
CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2 - RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	107	204	-97	48%
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT (I-II+III-IV)	63	82	-18	-23%
PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)				
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	0	0	0	0%
Impôt sur les bénéfices	23	37	-14	-39%
Total des produits (I+III+V)	9 176	8 973	203	2%
Total des charges (II+IV+VI)	9 136	8 928	207	2%
5 - EXCÉDENT OU DÉFICIT	40	45	-4	-9%

Les produits

Le total des produits est en hausse de 300 K€, pour dépasser 9 M€, au plus haut niveau depuis plusieurs années.

La principale hausse est liée aux subventions publiques, qui représentent 76% des produits d'exploitation, grâce, notamment, aux projets APAC (budget de 5 M€ dont 2,2 M€ en 2025), PARCIT (1,1 M€ en 2025), PRECOCE (604 K€ en 2025) et ACTIF (518 K€ en 2025).

Le soutien financier des entreprises (comme Air France ou Servair) a été reclassé en « mécénat » et non plus en contributions financières. Toutefois, la somme de ces financements privés (contributions financières + mécénat) est inférieure à 2024 (- 301 K€), ces derniers étant plus difficiles à obtenir lorsque les projets se terminent ou démarrent tout juste, situation représentative du portefeuille en 2025.

L'utilisation des fonds dédiés augmente légèrement (+8%), en lien avec l'achèvement de certains projets (au premier rang desquels : PARCS : 171 K€ ; TERSAA : 156 K€).

Enfin, les produits financiers, bien que supérieurs aux années antérieures à 2024, par une démarche continue de placement de la trésorerie, diminuent de presque moitié, du fait d'une dégradation des taux d'intérêt.

Les charges

Les charges augmentent (+ 222 K€), un peu moins vite que les produits, du fait d'une activité soutenue sur les projets.

L'augmentation des « autres achats et charges externes » est liée, pour l'essentiel, aux coûts d'audit et d'évaluation, obligatoires à l'occasion de la fin des projets, plusieurs s'étant achevés durant l'année. Cette rubrique est par ailleurs constituée, pour un tiers, des coûts de mission et ateliers sur les projets.

Les aides financières (transferts de fonds aux partenaires) sont stables et représentent 55% du total des charges (et même 61% des charges nettes des reports en fonds dédiés).

La masse salariale et les reports en fonds dédiés sont stables par rapport à 2024.

Enfin, les amortissements et dépréciations sont ponctuellement plus élevés, en lien avec une dépréciation de créance de l'ordre de 30 K€.

ORGANIGRAMME ET GOUVERNANCE



Équipes d'Acting for Life,
Septembre 2025

**CONSEIL
D'ADMINISTRATION**



BUREAU



**Directeur des opérations
Cédric TOUQUET**

COMMUNICATION ET PARTENARIATS PRIVÉS

**Chargée de communication
Joséphine CHARLOT**

**Chargée des partenariats privés
Eden CANTENS**

PROGRAMMES

**Responsables
Agropastoralisme
Emmanuelle DIÉ
Annabelle POWELL**

**Responsable Formation et
Insertion Professionnelle
Léa POTTIER**

**Responsables Systèmes
Alimentaires et Écosystèmes
Estelle DANDOY - Afrique
Sara TEILLARD - Amérique**

Chargés de programmes

Angelo CONSOLI
Zana COULIBALY
Thomas FOIN
Soumaila FOMBA
Robin HUMEAU
Stéphane PIL

MEMBRES DU BUREAU

Jean Cyril SPINETTA
Président

Président honoraire d’Air France-KLM
Haut fonctionnaire français

Philippe CALAVIA
Trésorier

Directeur financier honoraire d’Air France-KLM
Directeur général adjoint honoraire d’Air France-KLM

Xavier BOUTIN
Secrétaire

Fondateur de l’Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)
Président de l’Institut Malgache de Recherches Appliquées (IMRA)

Jean-Marie BOCKEL
Ancien Ministre
Ancien Parlementaire

Guy DELBREL
Conseiller Relations extérieures Afrique d’Air France

Bertrand LEBEL
Ancien Directeur Général adjoint d’Air France

Georges SERRE
Ancien Ambassadeur de France

Assistante administratif et logistique
Aude CARRÉ

ADMINISTRATIF ET FINANCIER

èmes
stèmes
e de l’Ouest
que latine

**Responsable administratif
et financier**
Marie AARNINK

**Responsable administratif
et financier Afrique**
Sabrina HEUZEY

**Responsable administratif
et financier Amérique latine**
Julia BAUMÜLLER

**Responsable administratif
et comptable**
Fy RATSIHOARANA

**Chargé-e-s d’appui
financier**

Nicolas BARBE
Vanille GRANIER
Marion MARTINEZ
Milan MARTINOT
Sarah PAHIN-MOUROT

Comptable
Nataliya GONCALVES

**Assistante comptable et
administratif**
Yeliz GENC

MEMBRES DU CONSEIL D’ADMINISTRATION

Mathieu BARDON
Directeur de l’engagement citoyen du Groupe
Aéroport de Paris (ADP)

Philippe BRIEU
Secrétaire général du BAR (Board Airlines
Représentatives) représentant toutes les
compagnies aériennes étrangères présentes à
Paris

Christian CORNIAUX
Ingénieur Agronome, Directeur Adjoint de l’unité
SELMET au CIRAD

Pascal DOLL
Président de la Communauté d’agglomération -
Roissy Pays de France

Boris ELOY
Directeur marketing, communication et innovation
de Servair
Président d’une association de DRH en Ile de
France

Michel ENNESSER
Président directeur général honoraire de Servair

Lorraine KIHL
Directrice générale de Odcvl
Directrice exécutive honoraire d’Acting for Life

Haïm KORSIA
Grand rabbin de France

Philippe LE GOFF
Directeur des Ressources Humaines honoraire des
PNC d’Air France

Bernard LEMETTRE
Président honoraire du « Mouvement du Nid »
Diacre à Wattrelos

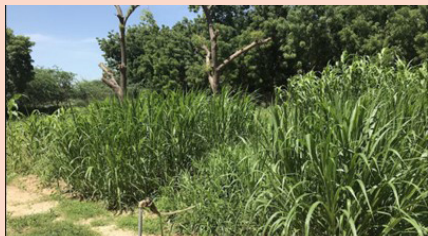
Jean-Pierre SAUVAGE
Président du Board of Airlines Representatives
France

François VELLAS
Professeur d’Économie internationale et
Responsable des relations internationales de
l’Université de Toulouse Capitole

Pascal ZADIKIAN
Responsable Approvisionnement et Logistique
Centres internationaux de Servair (Afrique et
DROM)

Découvrez les publications et les actualités **d'Acting for Life**

PUBLICATIONS ET ARTICLES D'ACTING FOR LIFE



Note technique : Menaces sécuritaires sur la mobilité pastorale en Afrique de l'Ouest : un nouvel avenir pour les cultures fourragères ?

Note technique sur les transformations des mobilités pastorales et le développement des cultures fourragères en Afrique de l'Ouest



L'intégration professionnelle des femmes dans la maçonnerie

Depuis 2015, Acting for Life et ses partenaires tentent d'amener les jeunes femmes à intégrer des formations en maçonnerie, métier traditionnellement réservés aux hommes, dans leurs programmes d'appui aux métiers de la pierre et de l'écoconstruction.



Vers des systèmes alimentaires plus justes et durables, depuis les territoires

Acting for Life et ses partenaires accompagnent les acteurs locaux dans la construction de systèmes alimentaires durables grâce au diagnostic participatif, à la concertation territoriale et au renforcement des alliances locales. Cette approche favorise l'agroécologie, l'accès aux marchés et la gestion durable des ressources.

VIDÉOS & REPORTAGES



Webdocumentaire : Quand l'insécurité redessine l'agropastoralisme - Echo des territoires, par Marie Hur, Juin 2025

La dégradation du contexte sécuritaire au Sahel et dans le nord des pays côtiers bouleverse profondément les filières agropastorales, qui font vivre plus de 80 millions de personnes en Afrique de l'Ouest. À l'occasion du colloque sur l'(Agro)pastoralisme en Afrique, organisé du 12 au 14 novembre à Saly, Sénégal, par le PPZS des représentants d'organisations d'éleveurs et de collectivités locales partagent leurs témoignages.



ENJEUX ET DÉFIS DE L'ADAPTATION DE FORMATION EN TERRITOIRE



Vidéo : Enjeux et défis de l'adaptation des offres de formation en territoires de crise

Face à l'insécurité et aux déplacements forcés au Burkina Faso, le projet PROFIL II accompagne les jeunes et les femmes déplacées internes à travers des formations adaptées à leurs besoins. Agriculture, élevage, transformation agroalimentaire, énergie solaire ou encore gestion d'activités génératrices de revenus : ces formations favorisent l'insertion économique, renforcent la cohésion sociale entre populations déplacées et communautés hôtes, et contribuent au développement local grâce à l'implication d'acteurs et de relais locaux.

ACTUALITÉS DES PROJETS D'ACTING FOR LIFE



Lancement du projet ACTIF pour renforcer la résilience des communautés transfrontalières

Lancé officiellement à Lomé (Togo) en octobre 2025, le projet ACTIF accompagne les communautés transfrontalières d'Afrique de l'Ouest confrontées à l'insécurité et à la fragilité. Mis en œuvre sur 18 mois, il vise à renforcer la résilience économique et sociale des populations rurales, à prévenir les tensions liées à la mobilité du bétail et à promouvoir une gestion durable des ressources naturelles partagées. Le projet contribue ainsi à la paix et à la stabilité dans les zones frontalières de la région.



Première journée d'échanges du programme TERSAA sur la transition des systèmes agroalimentaires

Première journée d'échanges organisée par Acting for Life et l'IRD autour du programme TERSAA, cet événement a réuni des acteurs d'Afrique de l'Ouest et d'Amérique latine engagés dans la transition des systèmes agroalimentaires. Les discussions ont porté sur les enjeux des transitions agricoles et alimentaires durables, la commercialisation de produits de qualité et le renforcement des alliances économiques territoriales, favorisant le partage d'expériences et de perspectives entre les participants.



Colloque sur l'avenir de l'écoconstruction pour renforcer les synergies régionales

Acting for Life et ses partenaires du Mali, du Togo et du Bénin organisent un colloque sur l'écoconstruction à Ouidah au Bénin. Animé par Delphine Bousquet, l'événement rassemble des acteurs clés du secteur : architectes, entrepreneurs, artisans, cadres de ministères, centres de formation... Ce colloque marque une étape importante pour encourager des collaborations concrètes et fructueuses entre experts pour un futur de la construction plus résilient au Bénin et dans la sous-région.



Colloque sur l'avenir de l'écoconstruction, Ouidah, Bénin, Juin 2025



En direct du terrain :

2ème forum national des ACUS et des territoires de vie sur la conservation sous-nationale du patrimoine naturel et culturel.
Loja, Équateur
Mars 2025



SUIVEZ LES ACTUALITÉS D'ACTING FOR LIFE EN VOUS INSCRIVANT À NOTRE NEWSLETTER

Toutes nos publications, vidéos et actualités sont à retrouver sur : www.acting-for-life.org

Retrouvez-nous sur :



LISTE DES



**SYSTÈMES ALIMENTAIRES
ET ÉCOSYSTÈMES**



PAYS	THEMATIQUE	ANNÉE	PROJET	PARTENAIRES TERRAIN	PARTENAIRES FINANCIERS	BUDGET
Bénin		2022-2025	DISTRI'SOLIDAIRE - Des réseaux de distribution solidaires pour la vente de produits agricoles locaux	Hortitechs Développement	Air France, Fondation de France avec le CFSI, Fondation Luciole	238 432 €
Burkina Faso		2022-2025	PROFIL II - Projet d'appui à l'insertion socioéconomique des jeunes dans la région de l'Est du Burkina Faso	TinTua, RECOPA Est, ARFA	Agence française de développement (AFD)	5 165 289 €
Burkina Faso		2024-2025	TERSAA Burkina Faso - Transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires	CPF	Air France, Fondation Ditumba, Fondation Bel	79 333€
Burkina Faso		2024-2025	PARCS BF - Projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale au niveau des territoires transfrontaliers stratégiques	Recopa		84 986€
Colombie		2024-2026	SATER - Stratégies participatives d'adaptation au changement climatique pour des territoires et écosystèmes résilients	Fundación ALMA	Agence française du développement, Air France, Fondation groupe EDF, fondation familiale, Fundacion Alma	625 758€
Côte d'Ivoire		2024-2025	ECHOFIL - Renforcement du système de santé, de l'offre effective de soins et des services en eau et assainissement à destination des populations hôtes et réfugiées et préparation aux crises liées à l'arrivée des réfugiés dans le nord de la Côte d'Ivoire	OPEN-CI	NC	22 017€
Côte d'Ivoire		2025-2027	ECHOFIL 2	OPEN-CI	NC	93 912€
Équateur		2022-2025	BIDA - Biodiversité, inclusion, développement durable et eau dans la région du Chocó Darien	Fundación AL-TROPICO, MNE, NCI, MAATE, UTN	Délégation de l'Union Européenne en Équateur, Air France	1 294 247€
Mali		2022-2025	MADE-M - Maçons de demain : former et insérer dans l'écoconstruction au Mali	APAPE-PH	Fonds propres AFL, AFD (septembre-novembre 2022), Fondation Girafe Formations	277 708€
Mali		2025-2028	TUMON DONGO - Consolider les dynamiques de formation-insertion des jeunes vulnérables	APAPE-PH	Fondation Girafe	360 000€
Togo		2023-2026	3ARC - Activités agropastorales apaisées et résilientes au changement climatique dans 5 communes du nord Togo	GEVAPAF	Agence française de développement	53 410€
Togo		2023-2026	PAGDES - Projet d'appui à la gouvernance partagée des territoires, au développement économique et social dans 11 Communes de la Région des Plateaux du Togo	ETD	Agence française de développement	146 351€
Multi-pays Guinée, Sénégal		2024-2027	PROACT - Projet de développement économique de la filière agropastorale et gouvernance commune des territoires au Sénégal et en Guinée	FREBVB-K, FREBVB-L, AEK	Agence française de développement, Air France, Fondation AnBer	2 136 364 €



PAYS	THEMATIQUE	ANNÉE	PROJET	PARTENAIRES TERRAIN	PARTENAIRES FINAN- CIERS	BUDGET
Multipays Bénin, Togo		2022-2025	MADE - Maçons de demain : former et insérer dans l'écoconstruction	ACAD, GEVAPAF	Agence française de développement (AFD), Air France, Fondation AnBer, Fondation Girafe formations, Fondation pour l'Enfance	933 657€
Multipays Bénin, Burkina Faso, Gha- na, Togo	 	2022-2025	PARCS - Projet d'appui au renforcement de la cohésion sociale au niveau des territoires transfrontaliers stratégiques	ACAD, ANOPER, GDCA, GEVAPAF, RECOPA, CIDeLS, CLIP, EPCI, NorGIC	Agence française de développement, Air France	2 437 473 €
Multipays Bénin, BF, Colombie, Pérou, Togo	 	2021- 2025	TERSAA - Accompagner la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires ruraux	ASOPEP, CCAIJO, CPF, ETD, GIC, IMCA, OADEL, OCADES	AFD, Air France, Fondation Bel, CFSI, CARPF, Fondation de France, Servair	3 639 881€
Multipays Benin, Colombie, Togo, Pérou		2025-2028	TERSAA II - Accompagner la transition des systèmes agricoles et alimentaires sur les territoires ruraux	GIC, ETD, GEVAPAF, IMCA, CCAIJO	AFD, Air France, Fondation Bel, CFSI, CARPF, Fondation de France, Servair	1 733 333€
Multipays Burkina Faso, Gha- na		2024-2025	SAPSOC 4 - Appui à l'agropastoralisme pour renforcer la cohésion sociale dans les territoires transfrontaliers Ghana - Burkina Faso	CLIP, RBM, RECOPA	Air France, ministère des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO)	478 283€
Multipays Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Togo	 	2024-2025	APAC - Appui aux populations affectées par la crise sahélienne au nord de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo et du Bénin	ACAD, AEHRB, ANOPER, FREFBV-K, CIDeLS, CLIP, GEVAPAF, NORGIC, OPEF, OPEN- CI, RECOPA	ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, Air France	5 188 017€
Multipays Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali		2025-2027	PRECOCE - Prévenir les conflits, consolider l'entente dans les territoires transfrontaliers stratégiques	FREFBVK, FREFBV NZ, OPEN CI, RE- COPA, RBM, URFBV	UE	3 000 000€
Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Togo		2025-2027	ACTIF - Appui aux communautés transfrontalières vulnérabilisées par l'insécurité et la fragilité	ACAD, AEHRB, UDOPER, CIDeLS, CLIP, GEVAPAF, NORGIC	CDCS	2 000 000€
Multipays Bénin, Bur- kina Faso, Togo	 	2025- 2029	PARCIT-Appui à la résilience des populations et à la cohésion intercommunautaire au niveau des territoires transfrontaliers	ACAD, ERAD, GEVAPAF, RBM, RECOPA, UDOPER, VSF	UE	10 000 000 €

NOS ACRONYMES

- ACUS: *Áreas de Conservación y Uso Sostenible*
- AGR : Activité génératrice de revenu
- AVAIL : Analyse, Veille, Alerte et Intervention Localisées
- AVEC : Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
- BTCS : Blocs de Terre Comprimés et Stabilisés
- CPT : Comité de Pilotage Territorial
- FIL : Fonds d'Intervention Localisé
- GIE : Groupement d'Intérêt Économique
- JAAP : Juntas Administradoras de Agua Potable
- JNIM : Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin (affilié à Al-Qaïda)
- NATA : Notes d'Analyse Territoriale Agropastorale
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- OIM : Organisation Internationale pour les Migrations
- OSC : Organisation de la Société Civile
- OSC : Organisation de la Société Civile
- PAM : Programme Alimentaire Mondial
- PDI : Personnes Déplacées Internes
- RCI : République de Côte d'Ivoire
- RSE : Responsabilité Sociétale des Entreprises
- RVC : Relais de Veille Communautaire
- SMIG : Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti
- SPG : Système Participatif de Garantie
- TTT : Transhumance Tracking Tool
- VDP : Volontaires de la Patrie



NOS PARTENAIRES SUR LE TERRAIN

AFRIQUE DE L'OUEST

BÉNIN

- **ACAD** – Association des Communes de l'Atakora et de Donga
- **ANOPER** – Association Nationale des Organisations Professionnelles des Éleveurs de Ruminants
- **EPCI** – Etablissement Public de Coopération Intercommunale de la Pendjari
- **GIC** – Groupement Intercommunal des Collines
- **Hortitechs Développement**

BURKINA FASO

- **ARFA** – Association de Recherche et de Formation Agroécologique
- **Association TIN TUA**
- **CPF** – Confédération Paysanne du Faso
- **RBM**
- **RECOPA** – Réseau de Communication sur le Pastoralisme

CÔTE D'IVOIRE

- **AEBRB** – Association des Éleveurs de Bovins de la Région de Boukani
- **Nitidae**
- **OPEF** – Organisation Professionnelle des Éleveurs de Ferkessedougou
- **OPEN-CI**
- **VSF - B** – Vétérinaires Sans Frontières - Belgique

MALI

- **APAPE-PH** – Association pour le Pastoralisme, l'Agro-Pastoralisme, l'Élevage et la Promotion Humaine

TOGO

- **CIDeLS** – Convention Intercommunale pour le Développement Local des Savanes
- **ETD** – Entreprises, Territoires et Développement
- **GEVAPAF** – Gestion de l'Environnement et Valorisation des Produits Agropastoraux et Forestiers
- **OADEL** – Organisation pour l'Alimentation et le Développement Local

GHANA

- **CLIP** – Changing Lives in Innovative Partnerships
- **GDCA** – Ghana Developing Communities Association
- **NorGIC** – Northern Ghana Inter-Municipality Cooperation

GUINÉE

- **FREFBV-K** – Fédération Régionale des Éleveurs de la Filière Bétail-Viande de Kankan
- **FREFBV-L** – Fédération Régionale des Éleveurs de la Filière Bétail-Viande de Labé
- **FREFBV-NZ** – Fédération Régionale des Éleveurs de la Filière Bétail-Viande de N'Zérékoré

SÉNÉGAL

- **AEK** – Association des éleveurs de Kédougou

AMÉRIQUE LATINE

COLOMBIE

- **ASOPEP** – Asociación de Productores Ecológicos de Planadas
- **IMCA** – Instituto Mayor Campesino
- **Fundación ALMA**

ÉQUATEUR

- **Fundación ALTROPICO**
- **MAATE** – Ministerio del Ambiente, Agua y Transición Ecológica
- **MNE** – Mancomunidad de Gobiernos Autónomos Descentralizados Provinciales de la Región Norte del Ecuador
- **NCI** – Naturaleza y Cultura Internacional
- **UTN** – Universidad Técnica del Norte

PÉROU

- **CCAIJO** – Asociación Jesús Obrero

Benoît, jeune aviculteur, bénéficiaire du projet PARCS au Bénin





SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET ÉCOSYSTÈMES

Pour un accès durable à une alimentation
suffisante et une transition écologique
dans les territoires



AGROPASTORALISME

Pour la mobilité et le commerce du bétail,
et la préservation des ressources
naturelles en Afrique de l'Ouest



FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLE

Pour favoriser l'employabilité dans des
filères prometteuses et durables,
et l'entrepreneuriat des jeunes